

tribune

socialiste

HEBDOMADAIRE
DU PARTI SOCIALISTE
UNIFIE
N° 511, 1,50 F
JEUDI 14 OCTOBRE 1971



**Métro :
terminus des
contrats de progrès**

tribune

socialiste

Hebdomadaire
du P.S.U.

Direction politique :
Christian Guerche

Secrétaire de rédaction :
Philippe Guyot

Comité politique de rédaction :

Robert Chapuis - Gérard Féran - Jacques Gallus - Jacqueline Giraud - Christian Guerche - Gilbert Hercet - Christian Leucate - Robert Michel - Henry Rosengart.

Rédaction :

Jean-Louis Auduc - Gilbert Chantaire - Françoise Claire - Jacques Ferlus - François Gyr - Alain Moutou - Dominique Nores - Lucien Saintonge - Jean Verger

Directeur
de la Publication
Guy Degorce

Rédaction :
566-45-37

Administration :
9, rue Borromée
PARIS (15^e)

Abonnements

6 mois 22 F
1 an 43 F
de soutien à partir de 80 F

C.C.P. 58 26 65

S.A. Imprimerie Editions Moriamé,
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e

Photos :
A.G.I.P. (p. 8, 9).
D.R. (p. 14, 15).

Le présent numéro est tiré
à 24.000 exemplaires

PANTHÉON

Petit à petit

(V.O.)

13, rue Victor-Cousin

ODE. 15-04

Permanent de 14 h à 24 h



Michel Rocard

Pour l'école maternelle

Le Groupe d'étude pour la défense et la rénovation permanente de l'école maternelle s'est créé au moment où Guichard et autres U.D.R. avaient préféré de lourdes menaces contre les maternelles. Pour être moins publiques, ces menaces n'ont pas cessé. Mais surtout, le Comité a réussi à dépasser son but initial en posant tout le problème de l'enfance dans une société telle que la nôtre. Il constitue ainsi la base d'une intervention de masse, dont la signification politique est claire : psychologiquement, à travers la première enfance, et socialement, à travers l'enjeu des collectivités primaires (crèches, maternelles...), les enfants récapitulent toutes les oppressions que le système capitaliste fait peser sur nous. Ils abordent l'école,

la vie familiale, l'existence individuelle en fonction des décisions de classe dans notre société. A travers leur situation, on est vite confronté aux réalités (pratiques et idéologiques) de la famille, du système de formation et du mode de vie et d'habitat. A partir des conflits que crée toute action suivie sur les problè-

mes de la petite enfance, un travail politique de masse devient possible.

C'est pourquoi le P.S.U. appelle ses militants à s'engager activement dans le Groupe, dans les réunions d'étude comme dans les comités de cité ou de quartier. Le Groupe s'est constitué sur une base très large, comme le montre la

liste des premiers signataires d'une lettre aux députés. En contact avec des militants inorganisés ou d'autres organisations, il est possible d'orienter son action dans un sens résolument anticapitaliste. L'avenir du Groupe d'étude dépend très certainement de cet engagement des militants du P.S.U. □

Journée sur l'enseignement supérieur

Dimanche 24 octobre, de 10 h à 17 h
au siège du parti, 9, rue Borromée, Paris 15^e

Les enseignants, étudiants, chercheurs, techniciens, membres du personnel administratif, militants ou proches sympathisants du P.S.U. sont invités à participer à cette journée sur l'ordre du jour suivant :

- Bilan des luttes et de l'action militante en 1970-1971.
- Possibilité de décloisonnement des luttes.
- Problèmes de l'action syndicale.
- Objectifs des luttes sur l'enseignement supérieur.
- Liaisons Paris-province.

S'inscrire auprès de Geneviève Petiot, 6, rue de Toul, Paris 12^e.
La présence de camarades de province est particulièrement souhaitée.

T.S. est en danger

Comme toute la presse révolutionnaire **Tribune Socialiste** ne se connaît d'autre appui que celui de ses lecteurs.

Hebdomadaire du P.S.U., il entend affirmer, semaine après semaine la politique et la présence du parti. Mais pas seulement de l'organisation. Beaucoup plus profondément, il essaye de dire et de traduire les luttes que les travailleurs mènent dans ce pays et à travers le monde.

Tribune Socialiste est aujourd'hui menacé

Si un effort rapide et considérable, de tous ses lecteurs, et en premier lieu des militants du parti, n'est pas réalisé, il disparaîtra.

dans les semaines qui viennent

Telle est la réalité.

Nous restons cependant optimistes. Fédérations et sections du parti, en réglant vos dettes à la trésorerie nationale, en accentuant ou en créant la vente militante, vous pouvez résoudre le problème.

Lecteurs amis, la souscription est ouverte.

T.S. ne vivra que grâce à vous, il faut faire vite

Adressez vos souscriptions par :

- chèque bancaire : à « Tribune Socialiste », 9, rue Borromée, Paris 15^e.
- chèque ou virement postal à : « Tribune Socialiste » C.C.P. 58-26-65.

Demandez le programme...

Robert Chapuis

Tandis que Giscard d'Estaing « cherche fortune » aux sons de l'accordéon, Georges Marchais et Roland Leroy ont trouvé un programme de gouvernement. Durant ce week-end, la vieille chanson électorale a retrouvé ses droits, à gauche comme à droite. Le maître d'école Pompidou peut battre tranquillement la mesure : il a trouvé des élèves attentifs et dociles.

A la droite du régime on digère la fin du gaullisme. A défaut de nouvelle société, le pouvoir tentera au moins de déboucher sur une nouvelle majorité. Depuis que le Président de la République a libéré les enchères en distinguant majorité présidentielle et majorité parlementaire, les acquéreurs se présentent en foule. De quoi s'agit-il ? De constituer « l'axe » d'une nouvelle majorité. Centre gauche, s'écrie Edgar Faure. Centre droit, se récrie Giscard d'Estaing. Dans tout cela il y a le mot centre, s'exclame Jean Lecanuet qui retrouve la routine. La majorité actuelle, un peu ébranlée, se rassure néanmoins : « il n'y a pas de politique de progrès social et national qui soit possible en France sans l'U.D.R. », doit se dire tout bas M. Sanguinetti.

Finalement, il s'agit de réussir en 1973 ce que les élections de 69 n'avaient pas permis : le ralliement des « pohéristes ». Tous les espoirs sont permis pour cette opération, la seule question est de savoir qui pourra monter dans la charrette de l'Etat et qui devra se contenter d'en agripper les montants. La bataille est commencée...

Tandis qu'il règne à droite une atmosphère de règlement de comptes, à la gauche du régime on fait toujours recette au magasin des illusions.

Tout le monde sait bien, parce que c'est « la nature des choses », comme dirait un ancien président, et la rançon de la loi électorale, qu'il y aura un accord entre le parti socialiste et le P.C.F. pour les législatives de 73.

Sans cet accord, l'un et l'autre parti seraient laminés et la démocratie avancée resterait sur place. La seule question en débat est de savoir à qui des deux profitera cet accord.

A la suite de son élection à Epinay, François Mitterrand avait indéniablement marqué des points. Sur l'Indochine, les transports, les libertés publiques, les manifestations communes P.C.-P.S. lui avaient largement profité. L'opposition s'organisait et elle avait un chef qui pouvait parler à la fois au Parlement (à la différence de Marchais) et dans le pays. Il est vrai que l'on était en vacances, il est vrai aussi que Pompidou et Chaban-Delmas rivalisaient à celui qui étendrait le plus beau tapis pour que F. Mitterrand puisse y mettre ses pas... Mais on pouvait s'y tromper : le parti socialiste n'annonçait-il pas qu'il engageait la réalisation d'un vaste programme.

Plus de cent commissions, des contacts avec les centrales syndicales, des interventions parlementaires : le P.S. et son premier secrétaire allaient bon train, vers un bon accord électoral au printemps prochain.

Le P.C.F. devait réagir. De Champigny à Arcueil, il y a plus que des nuances !...

Roland Leroy : « Force est de constater que les dirigeants socialistes ne sont pas complètement insensibles aux sollicitations de la collaboration de classe, comme en témoigne la tendance à vouloir seuls représenter l'opposition, que Chaban-Delmas avec sa réponse du mois d'août à F. Mitterrand a complaisamment cultivée. Même le risque de voir le P.S. s'engager dans une politique centriste n'est pas écarté... »

Georges Marchais : « Pour rendre possible une politique sociale, une politique populaire..., cela suppose en premier lieu que soit aboli le pouvoir personnel. Ce n'est pas par hasard que l'hymne de la classe ouvrière internationale contient la phrase célèbre : « il n'est pas de sauveur suprême ». Cette devise ne peut qu'être celle de tous les démocrates, de tous les républicains. »

A bon entendeur... Le P.C. a donc choisi de reprendre l'initiative à son profit. Comment ? En diffusant à huit millions d'exemplaires en abrégé et à 500.000 en édition complète un « programme de gouvernement ». Car le P.C.F. a désormais décidé de gouverner la France, avec ce « sens de l'Etat... d'ailleurs reconnu par les millions et les millions de Français qui voient les communistes à l'œuvre dans les municipalités qu'ils dirigent » (rapport Marchais).

Le P.C.F. est en effet sûr de lui : « il n'y a pas de politique de progrès social et national qui soit possible en France sans le parti communiste », affirme Marchais. En décidant de s'engager directement dans une perspective gouvernementale, donc inévitablement en choisissant de jouer le jeu du régime lui-même, le P.C.F. sait bien qu'il se découvre dangereusement sur sa gauche, d'où une grande modération à l'égard des « gauchistes », la dénonciation du réformisme, le salut au « grand mouvement de mai-juin 68 » (eh ! oui, juin ! ! !) et la réaffirmation du but final, le socialisme — virgule — le communisme, en des termes aux résonnances fort orthodoxes. Car le P.C.F. craint tout autant, sinon plus, le développement d'une nouvelle extrême gauche que les fuites du P.S. vers le centre.

Si l'on regarde de plus près la charte futuriste ainsi octroyée au peuple de France par le comité central réuni à Arcueil, on s'aperçoit que rien de ce qui peut apporter des voix au P.C.F. ne lui est étranger. Il faudra faire une analyse plus précise de ce texte, mais on est frappé de l'extrême diversité des propositions : on y passe allègrement de la retraite à 60 ans (55 pour les femmes au nom de l'égalité des droits !) au contrat de législation en passant par la construction du métro à Lyon et à Marseille. Le nou-

veau (?) slogan « vivre mieux » nous vaut dans le texte abrégé quelques morceaux de bravoure. Deux exemples. Dans le paragraphe sur la jeunesse, il est dit que « bénéficiant des progrès acquis dans les domaines les plus divers, la jeune génération participera à la mise en œuvre d'une politique qui traduira en actes ses espérances. » Une bien bonne pensée... Dans le paragraphe sur le logement, on lit que : « à la ville et à la campagne, chacun doit disposer d'un logement confortable. Chaque année 700.000 logements, dont 400.000 H.L.M. seront construits... Les prix des loyers seront stabilisés à des niveaux modérés. » Et voilà pour les adhérents de la C.N.L. Et voilà pour le logement social. Et voilà pour... Le pâtissier Marchais et Leroy, son petit mitron, en ont pour tous les goûts. Et il va de soi que le programme est ouvert à l'inscription de nouvelles revendications. Tous peuvent s'y retrouver, y compris les paysans qui liront avec un intérêt quelque peu nuancé cependant que le gouvernement d'union populaire décidera « rétablissement et amélioration du statut du fermage et du métayage »...

Ce collage programmatique va être la grande affaire du P.C.F. dans les mois à venir. Le programme du P.S. va s'inscrire dans ce concert. De beaux débats en perspective ! Mais ce jeu fera-t-il longtemps illusion ? Le puissant désir d'unité des travailleurs se satisfera-t-il de ces exercices de bateleurs ? Quelle énergie dépensée pour se précipiter un jour de 1973 entre les pattes d'un Raminagrobis auvergnat qui attend son heure.

Tandis que les partis traditionnels se disputent l'axe et le contrôle d'une nouvelle majorité, les travailleurs et tous ceux qui partagent leur combat voient bien que c'est la société elle-même qui est désaxée. Non, le socialisme, ce n'est pas l'image retournée de la société actuelle, c'est la construction d'une autre société où les jeux d'appareil ne seront plus possibles, parce que les travailleurs animeront eux-mêmes le contrôle des mécanismes fondamentaux de leur société. Le socialisme, c'est l'effort de tous les exploités pour redonner un axe à leur vie, une dignité à leur existence. C'est aussi l'effort de tous ceux qui subissent de plus en plus lourdement l'oppression du capitalisme et rejoignent le combat du prolétariat. Il n'y a que deux voies possibles : ou bien ce double effort est mis au service d'un parti et lui sert de marche-pied, ou bien le parti, l'organisation se met au service de cet effort et lui sert de point d'appui. Dans le premier cas, on a un « programme de gouvernement », dans le second, c'est un « programme révolutionnaire ».

Il est grand temps que les militants révolutionnaires et tous ceux qui peuvent les rejoindre à partir de leur expérience, à partir de leurs luttes s'attellent à cette tâche sérieuse : la réalisation du programme révolutionnaire dont les travailleurs ont besoin. Alors les masques tomberont, les phrases vaudront leur véritable poids et le socialisme cessera enfin d'être un simple gadget pour temps d'élection. □

Le nouveau Politique Hebdo

Lucien Saintonge

« Politique Hebdo » reparait. La nouvelle était dans l'air depuis quelques semaines. Elle a été récemment confirmée dans une lettre adressée par l'équipe du journal à tous ses souscripteurs. Un numéro spécial, en vente aujourd'hui dans les kiosques sous le titre « Vous avez sauvé « Politique Hebdo », présente le nouvel enfant après en avoir raconté la gestation, et annonce sa naissance pour le jeudi 4 novembre.

Nous avons, ici même, apporté notre « soutien critique » lorsqu'avait démarré en octobre 1970 l'expérience de « Politique Hebdo », malheureusement interrompue six mois après par des difficultés financières insurmontables.

L'inspiration de départ nous avait paru intéressante, recoupant largement les préoccupations de notre parti. Il s'agissait en effet, à travers le travail d'élaboration d'un journal, de susciter les analyses, les thèmes communs, les façons semblables de réagir à l'événement, sur lesquels puissent se retrouver à terme les courants d'extrême-gauche. La méthode choisie pour réaliser l'objectif fixé posait, certes, des problèmes : réunir ensemble pour faire « Politique Hebdo » la gauche de la social-démocratie et les francs-tireurs du maoïsme en passant par les chrétiens révolutionnaires et des anciens du P.C., c'était prendre le risque de l'éclectisme politique et de la contradiction permanente.

Plus intéressante était, par contre, la démarche consistant à regrouper autour du journal une base militante, la société des Amis de « Politique Hebdo », capable de lier l'équipe permanente à une assise sociale, fût-elle limitée, et susceptible de prévenir les maladies intellectuelles courantes dans le journalisme dit révolutionnaire.

Peut-être parce que les professions de foi initiales restaient dans un certain vague, ou en raison d'un certain style publicitaire choisi pour le lancement, certains d'entre nous craignaient que « Politique Hebdo » soit, ou devienne très vite, un « Nouvel Observateur » « de gauche ». C'est ce que l'on craignait aussi à l'état-major du journal de la gauche bien pensante, et c'est ce qui nous valut de sa part quelques articles au ton « révolutionnaire » insolite. Mais contre une telle attente, « Politique Hebdo » fut un journal plus gauchiste que prévu. Plein de contradictions politiques, celles d'une équipe hétérogène ; se laissant souvent aller à un populisme facile (tentation dont notre parti a une certaine expérience) ; excellent

dans la critique et la dénonciation, mais beaucoup moins bien équipé pour favoriser l'apparition de propositions et de thèmes révolutionnaires nouveaux. En revanche, « Politique Hebdo », ce fut aussi un apport permanent d'informations sur les luttes sociales et politiques qu'on ne trouvait nulle part ailleurs ; de temps en temps, des analyses importantes, une série d'expériences tâtonnantes, mais riches pour l'avenir. Et c'est pourquoi beaucoup de camarades ont ressenti la disparition de ce journal comme un coup porté à tout le mouvement révolutionnaire.

Le voilà maintenant ressuscité ; espérons-le pour longtemps cette fois, grâce à une campagne de souscriptions qui fut un réel succès. Plus de 3.500 amis et camarades se sont en effet mobilisés pour apporter les 590.000 F au (re) démarrage et un ensemble de versements qui atteindront chaque mois plus de 65.000 F pendant un an. Le nouveau « Politique Hebdo » paraîtra sur une base plus modeste que l'ancien, avec un tirage de 50.000 exemplaires, un format réduit, une pagination moins copieuse (32 pages), et une équipe permanente allégée (26 permanents au lieu de 43). Mais le plus important réside dans les intentions nouvelles affirmées par l'équipe. Si l'inspiration initiale demeure la même, l'orientation poli-



tique, telle qu'on peut la juger d'après le dernier numéro spécial paru en juin et celui publié aujourd'hui, s'est précisée et affirmée. On peut s'attendre à trouver moins d'articles contradictoires, des prises de position plus nettes, une démarche plus positive. Une partie au moins des contradictions antérieures paraît avoir été réduite.

Importante aussi, et significative d'un nouveau départ politique, est l'intention affirmée de faire collaborer concrètement à l'élaboration et la diffusion du journal tous ceux qui lui ont apporté, ou lui apporteront leur appui dans un domaine quelconque. Alors que l'ancienne société des Amis n'avait guère fonctionné, des dispositions sérieu-

ses ont maintenant été prises, avec une vision politique beaucoup plus nette, pour que le nouveau « Politique Hebdo » soit ouvert sur une très large participation.

En témoignent les directions de travail annoncées en ce qui concerne la vente et la propagande militante, l'association au travail

de collecte de l'information, les discussions de groupe sur l'orientation du journal.

Il ne nous reste plus qu'à souhaiter que « Politique Hebdo » tienne les promesses faites et que chacun manifeste l'intérêt et apporte le soutien que justifie une telle expérience. □

Que vive le Secours Rouge !

Serge Ravailac

La répression est, en régime capitaliste, indissociable de l'exploitation. Partout où se manifestent des forces de résistance à l'oppression, la bourgeoisie utilise des formes appropriées pour les briser. Il s'agit pour elle non seulement de briser les luttes de façon exemplaire, mais d'isoler les différents secteurs en lutte, de les frapper à tour de rôle, en s'appuyant si possible sur les antagonismes entre couches sociales victimes de l'exploitation ou en profitant de leur neutralité. Il faut, pour elle, frapper de façon sélective les groupes et les jeunes révolutionnaires afin de se préparer mieux aux affrontements de classe et d'annihiler toutes possibilités de jonction des luttes.

Mais l'évolution actuelle de la situation politique, sociale et économique, et les tensions qu'amène cette situation au sein même des couches qui soutiennent le capitalisme, l'oblige à employer des formes répressives plus insidieuses et moins spectaculaires dans beaucoup de cas.

Alors que l'an dernier, diffuser la « Cause du Peuple » était passible de prison, ce qui entraîna des luttes exemplaires, (février 71 : campagne pour les prisonniers politiques et l'amélioration du régime général des prisons), aujourd'hui la « Cause du Peuple » est dans tous les kiosques. En revanche Marcellin inculpe les directeurs de six journaux révolutionnaires (1) pour diffamation ou outrages divers. Les directeurs de ces journaux ne se retrouveront probablement pas en prison comme Le Dantec et Le Bris mais risquent de lourdes amendes.

Si les manifestations directement liées aux problèmes politiques intérieurs sont en général autorisées, certaines réunions publiques (comme les Tribunaux populaires), dénonçant des responsabilités évidentes, restent interdites.

Dans la mesure où la bourgeoisie cherche actuellement une solution de rechange pouvant aller jusqu'au Front populaire, elle ne peut pas permettre au mouvement révolutionnaire de s'affirmer comme il l'a fait depuis un an, dans la lutte contre une répression trop « choquante ». C'est une des limites à la politique répressive qui explique qu'elle devient moins spectaculaire mais bien entendu tout aussi forte.

Ce qui n'empêche pas que lorsque des secteurs nouveaux entrent dans la lutte la répression les frappent avec violence. C'est le cas du milieu paysan où la répression atteint un caractère de masse (240 inculpations prononcées à la suite des luttes récentes). C'est aussi celui des travailleurs immigrés : dès qu'ils s'organisent eux-mêmes pour lutter, ils se voient frappés (tentatives d'expulsion envers Laurette Fonseca).

La répression capitaliste ne se contente pas de briser toutes les formes de résistance, elle tente par tous les moyens de les empêcher, n'hésitant pas à porter atteinte délibérément à l'intégrité physique des exploités ou à leur possibilité de vie décente (accidents du travail, maladies professionnelles, logement des immigrés).

Face à cette situation la lutte contre la répression reste une composante indispensable et évi-

dente de l'action révolutionnaire. Pour être efficace, elle doit, comme l'ont montré les expériences passées, revêtir un caractère de masse. Le Secours Rouge, malgré ses insuffisances et des erreurs nombreuses, est l'organisation qui doit mener cette lutte. Son existence et sa pratique, basées sur celles de comités locaux engagés en permanence dans la lutte contre la répression sur les problèmes concrets, ont déjà prouvé à diverses reprises la possibilité d'une mobilisation de masse efficace. En particulier, la solidarité populaire telle qu'elle s'est manifestée à Usinor-Dunkerque (distribution par les paysans aux ouvriers en grève de pommes de terre qu'ils déversaient sur les routes), en est une preuve, de même que celle qui a provoqué l'ouverture d'une enquête sur le régime général des prisons.

Dans la situation politique actuelle caractérisée entre autres par l'émiettement des groupes politiques corrélatif à une montée du sectarisme et à un repli sur les organisations, le retour à une politique de cartels qui a déjà montré ses limites est impensable.

Seule une organisation de masse où les militants interviennent à la base et participent aux luttes sur des objectifs concrets, permet de dépasser dans l'action les divisions et par là même de permettre et d'organiser une mobilisation de masse.

C'est cette organisation de masse que le Secours Rouge aspire à être. Malgré les difficultés rencontrées et la volonté systématique de certaines organisations telle la Ligue Communiste de le détruire faute d'avoir pu en prendre le contrôle, le Secours Rouge est une réalité militante. En un très grand nombre d'endroits, regroupant essentiellement des militants n'appartenant à aucune organisation politique, son audience auprès des masses populaires est également une réalité et s'appuie sur les luttes exemplaires menées localement ou nationalement. Ces luttes ont eu un impact de masse incontestable (Tribunal de Lens-sur-les-Houillères).

Les assises nationales du Secours Rouge qui se tiendront les 30, 31 octobre, et 1^{er} novembre, montreront la volonté de construire sans sectarisme cette organisation de masse :

- en définissant sa ligne politique de mouvement de luttes contre la répression capitaliste et gouvernementale ;
- en précisant ses moyens de lutte ;
- en fixant ses structures.

Les militants du P.S.U. contribueront à tous les niveaux à la préparation de ces assises, pour qu'elles soient un pas en avant dans la lutte organisée du mouvement révolutionnaire avec les masses populaires, contre la répression. □

(1) Rouge, Révolution, Tout, La Cause du Peuple, L'Idiot International, notamment.

Scandales (suite)

Cascade continue

Jean Verger

Après un très grand retard à vouloir traiter directement des « scandales » et notamment celui de la Garantie Foncière, la conférence de presse de Georges Pompidou et un certain énervement du côté de l'U.D.R. ont fini par aboutir à un semblant de discussion au Parlement. Ainsi donc le gouvernement semble mener une certaine bataille et favoriser les poursuites de nouvelles affaires du même type : les Français devraient donc s'en réjouir !

Malheureusement pour le Président de la République et son Premier ministre, les raisons véritables qui font que ces scandales en boule de neige apparaissent sur le devant de la scène, n'ont rien à voir, avec le bon vouloir ou la pureté de nos dirigeants.

Dans l'affaire de la Garantie Foncière, qui constitue la locomotive de toute une chaîne de scandales (dont la liste n'est pas près de s'éteindre), des déclarations récentes de M. Rives-Henry précisent à demi-mots les raisons véritables de l'intervention de la Justice.

Dans *Le Monde* du 8 octobre on lit cette petite phrase :

« Il aurait été une victime (M. Rives-Henry) d'une société concurrente qui, ajoute-t-il, a peut-être aujourd'hui joué sur le plan politique. »

« Plusieurs auditeurs ont alors suggéré que les Républicains indépendants, par le biais du ministre de l'Economie et des Finances, avaient pu vouloir mettre des bâtons dans les roues de l'U.D.R. »

En réalité, l'affaire remonte à 1968 : l'un des concurrents dont parle Rives-Henry s'appelait la « Civile Foncière », animée par un dénommé Raymond Roy, marié à Ludmilla Tchérina laquelle était en relation étroite avec l'Elysée. Le dénommé Raymond Roy, s'était fait « faucher » une partie de sa clientèle par Robert Frenkel, et c'est lui qui fit intervenir l'Elysée, qui contacta le ministre des Finances en lui demandant d'ouvrir une enquête.

C'est peut-être de la petite histoire, mais cela jette une lumière plus réelle sur la manière dont de hauts personnages de l'Etat, pour satisfaire de petits appétits, jouent les apprentis sorciers et font scier les branches sur lesquelles ils sont assis. La petite histoire en question a su être bien utilisée par le ministre des Finances dont la déclaration de son adjoint, Poniatowsky, et les conclusions du récent congrès de Toulouse des Républicains-indépendants ont montré quel intérêt il pouvait avoir à « mouiller » dans un ou plusieurs scandales financiers ses chers partenaires de l'U.D.R.

Le principal visé en l'occurrence est le Premier ministre Chaban qui ne doit pas être très heureux des déclarations de Pompidou se détachant du régime majoritaire d'un parti pour essayer de sauver le régime tout court. Mais, revenons donc au dénommé Raymond Roy : Est-il vrai, que ce dernier, pour gérer sa Société Civile (la Civile Foncière) aurait créé une société de gérance, l'U.F.I.M.O., qu'il aurait, une fois créée, revendue à sa propre Civile Foncière, pour la modeste somme de un milliard et demi ? Voilà une opération qui dépassera largement les acrobaties de Robert Frenkel ! Après avoir revendu sa Société de Gérance, le dénommé Raymond Roy se retrouverait aujourd'hui directeur du Groupement d'Intérêt Economique coiffant la Civile Foncière avec un petit salaire de quelques millions par mois...

Il y a aujourd'hui, à notre connaissance, 46 sociétés civiles immobilières, faisant appel à des fonds publics. On peut se demander si, sans exception, ne devrait-on pas pouvoir faire l'objet des poursuites, qui à un titre ou à un autre atteignent aujourd'hui la Garantie Foncière, le Patrimoine Foncier, etc.

Nul doute que la Civile Foncière de notre Raymond Roy devrait-elle aussi, prochainement, faire l'objet d'une apparition sur le devant de la scène.

En réalité, le monde de l'épargne publique drainé par ces sociétés civiles immobilières représente des sommes considérables qui échappent au circuit traditionnel des banques, et voilà l'autre aspect des motivations du déclenchement de ces opérations : le secteur bancaire traditionnel défend son beefsteak...

C'est parallèlement parce que les frères Willot échappaient eux aussi aux règles du jeu habituel aux milieux textiles du Nord en faisant preuve d'un « dynamisme » et d'une agressivité peu « fair play », que leurs concurrents et le secteur bancaire traditionnel essaient de les mettre au pilori. Mais il y a encore d'autres raisons à l'éclatement du scandale de la Garantie Foncière, avec son effet de boule de neige. D'une part, lorsque de hauts fonctionnaires commencent à s'occuper de dossiers d'une telle importance, il est difficile d'arrêter la machine. Même si beaucoup d'entre eux, risquant leur carrière, évitent de dévoiler le caractère explosif de la matière dont ils s'occupent, il s'en trouve toujours un ou deux qui s'imaginent encore que les problèmes de l'Etat sont d'une pureté qui appelle l'intégrité la plus absolue, et qui sont prêts à « manger le morceau ». D'autre part, il

est intéressant de noter que le scandale de la Garantie Foncière, éclatant peu de temps après l'affaire de la Villette, permettait de détourner l'opinion publique d'une affaire encore plus directement politique et dont les sommes gaspillées des contribuables étaient autrement considérables ! Revenons-en maintenant au sieur Rives-Henry : Chacun sait que c'est l'homme de Chaban-Delmas et de Roger Frey (il a fait battre Junot, candidat républicain indépendant dans le 19^e arrondissement de Paris, aux élections municipales, en présentant une liste U.D.R., les petits copains de Valéry-Giscard d'Estaing ne lui ont certainement pas pardonné). Notre pauvre P.D.G. de la Garantie Foncière voudrait bien passer comme André Roulland pour un « naïf ». Cela fera rire tous ceux qui connaissent son véritable passé.

Ne dit-on pas que Rives-Henry dans la période 47 à 50 fut l'un des principaux exécutants matériels du trésor de guerre du R.P.F. fondé sur deux types d'opérations hautement lucratives : le trafic des piastres d'une part et d'autre part de splendides opérations financières réalisées sur le franc hétérologue à l'époque où il était en poste officiel en Polynésie... (le franc hétérologue a une parité déterminée par une commission mixte franco-anglaise ; chaque dévaluation de la livre sterling n'était pas repercutée immédiatement sur la valeur du franc hétérologue. Le décalage dans le temps entre la dévaluation de la livre et la nouvelle parité du franc hétérologue pouvait permettre de merveilleuses opérations spéculatives).

Nous nous posons la question suivante dans notre dernier article : pourquoi les gens ne descendent-ils pas dans la rue, alors qu'à la une des journaux se produit un aussi grand déballage ? La réponse est simple : tout ce déballage, les gens le connaissent en gros depuis longtemps et en ont pris leur parti. Ces fameux scandales, cet étalage de fortunes faciles, c'est en réalité, le procès du profit capitaliste. Le profit qui est attaqué par les tribunaux dans les scandales en question est exactement le même que celui dont on pense qu'il est peut-être pratiqué par les holdings avec leurs multiples filiales, par les laboratoires de l'industrie pharmaceutique, par les trusts de l'industrie chimique et autres... et aussi par un petit agent immobilier qui prend 10 % pour la location annuelle d'une chambre mansardée ou d'un deux pièces. Quant aux liaisons entre le pouvoir et les milieux d'argent, l'affaire Rives-Henry, l'affaire Roulland, ne sont que des révélateurs de faits que tout le monde connaît. □

CONNAISSANCE APPROFONDIE DU MARCHÉ ET ADAPTATION STRICTE A SES CARACTÉRISTIQUES

Des panels de pharmaciens ont été constitués, permettant à chacun de connaître, mois par mois (à 5-10 % près) les ventes de toutes les spécialités, groupées par indications thérapeutiques (1).

De même, un panel de médecins (c'est-à-dire un groupe de médecins représentant de façon statistiquement significative l'ensemble du corps médical : jeunes et vieux médecins, généralistes et spécialistes, médecins de ville et de campagne) indique avec précision les posologies utilisées à une date donnée, les « motifs de prescription » d'un produit donné, etc.

Ainsi parfaitement renseignés sur leur marché, les laboratoires (2) s'efforcent de s'introduire dans les groupes thérapeutiques les plus dynamiques, en préconisant les indications qui se sont révélées payantes.

A titre d'exemple, si une molécule est, objectivement, un bon anti-inflammatoire et un médiocre antalgique, elle sera lancée, si nécessaire, comme antalgique.

Il suffira, dans l'argumentation, de privilégier les quelques faits favorables à cette indication plus « intéressante financièrement » en escamotant les nombreuses données favorables à l'autre indication !

Analyse fine des motivations du médecin (= le client).

L'industrie pharmaceutique investit des sommes importantes dans l'analyse de la psychologie de son « client », le médecin-prescripteur.

Des cabinets psychologiques spécialisés, auxquels s'adressent toutes les maisons importantes, étudient de façon approfondie la mentalité des praticiens : généralistes, leaders régionaux, leaders nationaux, spécialistes.

Les cadres de l'entreprise se réunissent ensuite dans des séminaires de réflexion, sous la direction de psychologues dûment licenciés.

A titre d'exemple, ils ont découvert que les plus gros prescripteurs étaient souvent les médecins qui gardent leurs malades le moins longtemps dans leur cabinet, la longueur de l'ordonnance étant inversement proportionnelle à la durée de la consultation (et, évidemment, à sa qualité relationnelle).

Par ailleurs, les services du marketing pratiquent la mise sur cartes perforées du corps médical, hiérarchisant les clientèles en fonction du chiffre d'affaires présumé et des habitudes de prescription ; les praticiens sont ainsi répartis en trois à cinq catégories (selon les fichiers).

De plus, une fiche manuelle est constamment tenue à jour par le visiteur médical. Elle doit comporter la faculté d'origine (pour dépister et exploiter les manies thérapeutiques locales), les amis médecins, les patrons préférés, toutes choses susceptibles d'orienter la prescription.

Sont aussi relevés : le nombre d'enfants, les tendances politiques, religieuses, les goûts artistiques, les « hobbies » (bridge, chasse, etc.) : ces éléments, recueillis au fil des passages, c'est-à-dire deux à huit fois par an, selon les laboratoires, permettent un abord personnalisé de la visite, beaucoup plus efficace que l'abord standard pratiqué par les débutants ou les « mauvais vendeurs ».

Bien entendu, seules les clientèles vraiment rentables seront gâtées — passages plus fréquents, mais aussi cadeaux de matériel scientifique, diners confraternaux, etc. — cependant que les clientèles modestes sont négligées.

On voit qu'il s'agit d'un travail de longue haleine, exigeant du visiteur ou de la visiteuse médicale un grand sens psychologique, beaucoup de dynamisme commercial, une organisation administrative impeccable.

Si l'on ajoute à cela le stress permanent que constituent des objectifs de vente toujours ambitieux, les fréquentes agressions dont les visiteurs médicaux sont la cible de la part de médecins épuisés ou exaspérés, on comprendra qu'un vendeur confirmé puisse gagner entre 3 000 et 6 000 francs par mois.

Notons au passage que la gentillesse du visiteur, son humeur toujours agréable, reposent les médecins de l'attitude parfois moins plaisante de leurs clients ; ceci, joint à la pitié justifiée qu'ils éprouvent vis-à-vis des visiteurs médicaux — victimes du système à la personnalité complexe, mais nullement antipathique — explique en grande partie l'extraordinaire patience avec laquelle les praticiens accueillent et écoutent leurs visiteurs.

Manipulation des prix de substances de manière à arriver à une rentabilité maximale.

Bien qu'importante, la progression rapide du chiffre d'affaires n'est pas tout. Il importe d'obtenir des marges bénéficiaires très élevées.

La cuisine se situe là, bien loin du visiteur médical, au niveau de la haute direction des entreprises.

Les substances nouvelles (sic, voir ci-dessus) n'ont, par définition, pas de prix. Certaines maisons étrangères peuvent ainsi vendre le même produit un franc le gramme en Inde (marge modeste) et 29 francs le gramme en France (même marge, plus 28 francs). Disons que cette pratique, autrefois générale, devient actuellement dangereuse parce que les pays confrontent leurs prix à l'occasion des marchés communs, zones de libre échange, etc.

Autres abus classiques : un prix de substance très élevé est fixé pour une molécule réellement nouvelle et difficile à obtenir : alcaloïde végétal, extrait d'organes, antibiotique. Par la suite, le laboratoire trouve un procédé de synthèse ou d'extraction beaucoup plus simple, mais maintient l'ancien prix. D'où un superbénéfice.

Pour mémoire, il faut citer ici les camouflages fiscaux ou douaniers qui donnent lieu, de temps en temps, à scandales... La fréquence de ces pratiques est difficile à évaluer, étant donné l'extrême secret dont elles sont entourées (deux ou trois personnes au courant par entreprise, au maximum).

A quoi servent les fonds que permet de réunir cette organisation de la thérapeutique ?

Le marché total en valeur se développe rapidement (13 % par an, en moyenne, ces dernières années), sous la poussée de l'accroissement des prescriptions et du glissement vers les produits les plus chers.

Résultats : les laboratoires peuvent :

Verser des dividendes honorables — mais décents — à leurs propriétaires (ordre de 3 à 5 %, rarement plus).

Accroître rapidement la valeur du capital.

C'est là le véritable loyer, beaucoup plus discret, de l'argent investi ! Il faut savoir qu'une entre-

prise pharmaceutique se vend un prix correspondant — « grosso modo » — à une annuité de chiffre d'affaires. Comme le chiffre d'affaires augmente de 10 à 25 % par an, selon le dynamisme commercial du laboratoire, on comprend que les sommes placées vont doubler tous les quatre à huit ans...

Payer très largement leurs cadres, à tous les niveaux.

Salaires mensuels de l'ordre de 20 000 francs pour un directeur ; 10 000 francs pour un « bon » médecin ou un pharmacien ; 3 000 à 6 000 francs pour un visiteur médical patenté, un ingénieur, un chercheur scientifique.

Secrétaires et agents de maîtrise sont également « heureux ». Seuls, les ouvrières et les ouvriers sont payés à l'heure et de façon décente, sans plus. D'où la possibilité de grèves à ce dernier niveau hiérarchique, les niveaux plus élevés étant bien aliénés au système, dont ils ignorent, du reste, plus ou moins les turpitudes, en dehors du groupe de direction proprement dit.

Construire des sièges sociaux luxueux.

Financer des usines prestigieuses et de beaux laboratoires de recherches.

Malheureusement, les chercheurs, aiguillés vers des axes de travail commerciaux — par exemple réaliser un diurétique thiazidique non breveté — ne « rendent » pas à la mesure de leur talent. Ceux-ci seraient mieux employés à tenter de combler les vrais trous de l'arsenal thérapeutique : traitement étiologique du cancer et des rhumatismes, antalgique vraiment puissant et anodin, etc.

Améliorer l'image un peu faussée de cette industrie.

Ceci par diverses activités de bienfaisance : films scientifiques, subventions « désintéressées » aux centres universitaires de recherche, prix et bourses en faveur de futurs praticiens désargentés, etc.

Gaspiller, enfin, énormément d'argent dans une gestion souvent archaïque et toujours « relaxe ».

Principe général : peu importe les sorties puisque les rentrées sont tellement faciles à accroître ! Dans les milieux pharmaceutiques, on se moque volontiers des services nationalisés — S.N.C.F., P.T.T., etc. — qui se révèlent incapables de boucler leur budget.

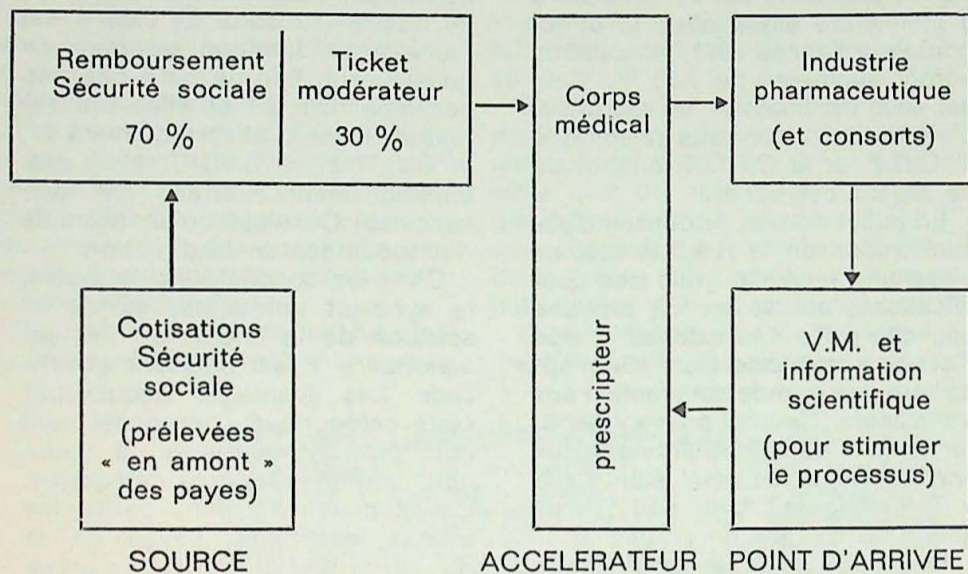
(1) Voir « T.S. » n° 509.

(2) Environ 500 firmes, dont 100 dépassent les dix millions de N.F. de C.A. annuel.

QUELLE EST L'ORIGINE DE CETTE PLUIE D'OR QUI TOMBE AINSI SUR QUELQUES MILLIERS DE POSSÉDANTS ET SUR QUELQUES AUTRES MILLIERS DE CADRES ET DE SECRÉTAIRES ?

Bien sûr, ce sont les travailleurs qui financent, en dernière analyse :
— et les super-bénéfices,
— et les super-salaires,

— et le super-recyclage (?) des praticiens.
Mais le circuit économique un peu tordu rend la chose discrète.



On voit sur ce schéma simplifié (il faudrait, pour le compléter, parler des pharmaciens d'officines et des grossistes), que le médecin fonctionne comme un accélérateur, ou encore comme un catalyseur.

Théoriquement au service exclu-

sif du malade, il est, en fait, fortement au service de l'industrie qu'il enrichit.

Tout se passe comme s'il possédait un chéquier en blanc (= son ordonnancier) ainsi rédigé :

BANQUE DE LA SECURITE SOCIALE ET DU TICKET MODERATEUR REUNIS

Payez à l'ordre des Laboratoires suivants :

La somme de

Paris, le
Docteur X...

Le rythme d'émission de ce genre de chèques est élevé. Qu'on en juge : chaque médecin rédige, en moyenne, 22 ordonnances par jour, avec 45 francs de produits par ordonnance (il s'agit, encore, d'une moyenne récente).

Cela donne 99.000 anciens francs à la fin de la journée... Trente millions d'anciens francs par an et par médecin !

Là-dessus, certaines drogues indispensables. Mais combien de fortifiants à 35 francs la boîte, combien de protecteurs vasculaires totalement inefficaces.

Cette contribution au dépouillement des moins fortunés — les cotisants les plus nombreux — en faveur de l'industrie pharmaceutique, le médecin la fournit souvent en toute innocence, inconscient de

l'énorme machine économique dont il constitue un rouage essentiel et docile.

Mais la machine, elle, sait ce qui se passe et ne manque pas de stimuler à n'importe quel prix le catalyseur médical. Qu'est-ce que cent milliards d'anciens francs de « publicité - information - scientifique » pour entretenir et accroître rapidement un marché total de huit cents milliards d'anciens francs ?

On peut dire qu'en définitive, il s'agit d'une escroquerie pure et simple, supportée par les cotisants de la Sécurité sociale ; de cette escroquerie, les médecins sont les complices richement rétribués en fonction de leur « mérite » (tarifs différents pour les patrons et les simples médecins, pour les gros et les petites clientèles).

Quelles solutions proposer ?

Toutes les solutions réformistes, partielles, se sont montrées inefficaces, et continueront à se montrer inefficaces.

Périodiquement, les gouvernements décident de « faire souffrir l'industrie pharmaceutique » : refus de nouveaux visas (ou de nouveaux remboursements Sécurité sociale) en l'absence de preuves valables d'efficacité ; contrôle plus rigoureux des prix ; suppression des cadeaux trop voyants aux leaders ; interdiction des publicités médicales tapageuses, coûteuses et inutiles. En fait, toutes ces mesures sont tournées grâce aux relations des industriels, à la puissance que leur confère leur extrême richesse. Quoi que l'on fasse, le marché continue à gonfler, le médecin continue à se laisser intoxiquer.

Prenons un exemple : la réglementation de la publicité écrite. Depuis maintenant plus de trois ans, il existe un texte législatif — dû à M. Jeanneney — interdisant toute illustration non indispensable à l'argumentation scientifique en faveur du produit. Mais : a) une dérogation a été immédiatement obtenue par les périodiques médicaux, très puissants en haut lieu ; b) appliquée quelques mois, la loi est maintenant tombée en désuétude, comme le montre la nature des courriers médicaux actuels.

Périodiquement aussi, des syndicats médicaux départementaux décident de « ne plus recevoir les visiteurs médicaux qu'une fois par an, sauf nouveauté intéressante ». Le charme des délégués scientifiques, joint au bon cœur des praticiens, ne tardent pas à neutraliser ces bonnes résolutions.

Seules seront efficaces les solutions radicales, révolutionnaires.

Quelques principes généraux peuvent être dès maintenant retenus.

— La thérapeutique médicamenteuse est un service public de base (comme l'enseignement, la S.N.C.F. ou les P.T.T.). Elle doit être organisée par l'Etat.

— Il faut qu'elle soit la meilleure possible, compte tenu des progrès de la science, tout en coûtant le moins cher possible à la communauté.

— La vraie recherche scientifique doit être centrée essentiellement sur les gaps thérapeutiques : cancer, rhumatisme, etc. ; financée par la population qui bénéficie de ses progrès, elle doit être contrôlée par les représentants de ladite population.

— Il importe que les médecins soient informés rapidement et honnêtement des progrès constants de la recherche : nécessité absolue d'un recyclage permanent qui pourrait être beaucoup plus efficace et

beaucoup moins coûteux qu'il ne l'est actuellement.

— Il faut que les gens qui travaillent dans l'industrie soient payés normalement, sans plus. Quant aux capitalistes, parfaitement inutiles en raison de l'autofinancement, on doit les supprimer. Problème des visiteurs médicaux ? Quand on a inventé l'imprimerie, les copistes se sont recyclés dans d'autres secteurs parce que c'étaient des gens travailleurs et intelligents.

— Ceci dit, il est loin d'être prouvé qu'une simple nationalisation, le reste du « système » étant maintenu en place tel quel, puisse constituer une solution valable.

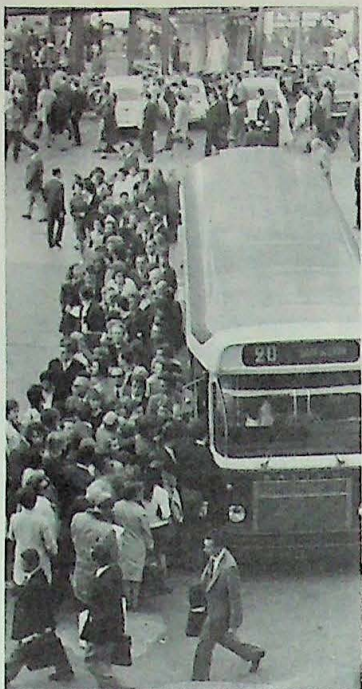
Tout se tient : à la médecine commerciale « à l'acte » (on vend des actes médicaux comme on vend des salades ; plus on en vend, plus on est riche) correspond une information scientifico-commerciale absurde et ruineuse ; au même ensemble, appartiennent les hôpitaux hiérarchisés, inhumains, souvent minables, les cliniques-hôtels, royaume des mauvais soins, les pharmaciens rentiers, etc.

C'est tout l'appareil de la santé publique qui doit être repensé et changé de fond en comble, pour le grand bien des malades, et, finalement, des travailleurs de la santé eux-mêmes.

Mais cet appareil peut-il être refait si le « vieux monde » reste debout ? Nous ne le pensons pas. □

Le métro ne roule plus

Jacques Ferlus



Parce que 2.300 travailleurs ont décidé de se mettre en grève, des millions de Parisiens ont pratiqué la marche à pied plusieurs jours durant. Ces marcheurs ne sont pas contents et on les comprend... Mais quand le métro fonctionne ils ne sont pas contents non plus... Usager et mécontent, deux mots synonymes.

Si les 2.300 conducteurs du métro se sont mis en grève, ce n'est pas contre l'usager, mais ce n'est pas non plus pour lui. Les conducteurs sont en grève pour leurs revendications.

Le retard de la R.A.T.P.

La condition des travailleurs de la R.A.T.P. est loin d'être satisfaisante. Comme les autres, ce service public a été laissé à l'abandon pendant de trop longues années. Le développement de la région parisienne et la colère des usagers l'ont obligé à se réveiller et à se lancer dans une opération de modernisation plus que nécessaire. Des efforts certains ont été faits ces dernières années : métro sur pneus, nouvelles rames, introduction de l'électronique. En surface, le parc des autobus a été presque totalement renouvelé.

Hélas, les crédits n'ont pas augmenté aussi vite que les besoins. Ce qui veut dire que l'on a affecté des sommes plus importantes à l'équipement qu'au fonctionnement, c'est-à-dire aux travailleurs. Pourtant la modernisation exigeait une qualification plus importante :

Les agents de la R.A.T.P. surent l'acquiescer et n'obtinrent rien en échange.

S'ajoute à cela pour les 39.000 salariés de la R.A.T.P. un problème permanent de salaire. Ici, peut-être encore davantage que dans les autres entreprises publiques, l'écart entre les salaires et les prix est toujours très important.

La revendication salariale est une des principales revendications mises en avant par les syndicats. Au mois de mars dernier un accord a même été signé avec la direction. Pour l'année 1971, les salaires auront augmenté de 7,50 %. Cela est loin de combler le retard, et c'est un peu pour cette raison que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont refusé de signer cet accord.

En juillet dernier le conseil d'administration de la R.A.T.P. met en place une nouvelle grille des qualifications, qui se traduit par une nouvelle grille des salaires. L'idée n'est pas mauvaise mais elle n'apportera pas grande satisfaction aux travailleurs. Ceux-ci peuvent espérer un gain de 2 à 6 points en deux ans. La valeur du point étant fixée à 7 F, cela fait bien peu... Mais quand on n'a pas de crédits...

Pour leur part, les conducteurs s'aperçoivent qu'avec ce nouveau système, ils se retrouvent au-dessous des agents de maîtrise. Ils étaient jusque-là à égalité.

Depuis plusieurs mois on assiste à la R.A.T.P. à une montée de revendications différentes, mais qui prennent de plus en plus d'importance aux yeux des travailleurs :

les conditions de travail et les congés payés qui, paradoxalement, ont ici tendance à diminuer.

Les 22 syndicats

Logiquement, un conflit généralisé aurait dû éclater à la R.A.T.P. depuis plusieurs mois. Et cette action aurait pu être expliquée à l'opinion et comprise par elle.

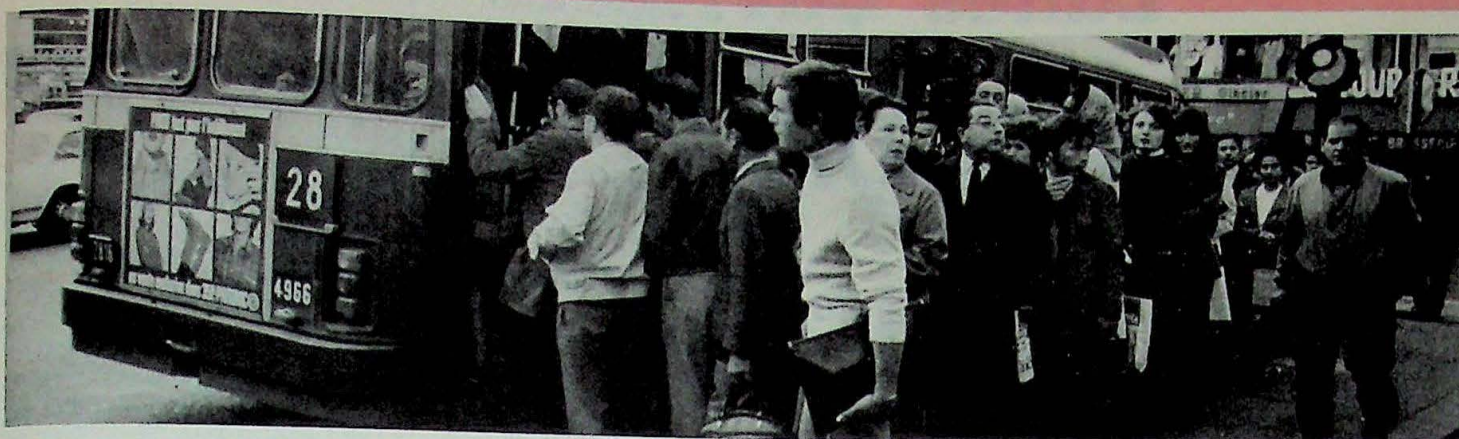
Mais il se trouve qu'il existe 22 syndicats à la R.A.T.P. Plus on est nombreux, plus il est difficile de se mettre d'accord. Et plus il est facile à la direction de faire ce qu'elle veut. Elle ne perd pas une occasion. Depuis qu'elles ont refusé de signer l'accord de mars 71, la C.G.T. et la C.F.D.T. sont systématiquement écartées des discussions. Ce n'est qu'un exemple des méthodes de la direction.

Chez les conducteurs du métro, le syndicat autonome, né de la scission de la C.G.T. en 47, est majoritaire. Il est puissant et efficace. Les avantages acquis par cette catégorie du personnel sont notoirement supérieurs à ceux obtenus par les autres catégories. Les conducteurs sont parmi les agents les mieux payés de la R.A.T.P. Il faut dire aussi, la grève actuelle le montre, qu'ils détiennent seuls le pouvoir de paralyser le trafic.

Le syndicat autonome a donc décidé de la grève le premier. La C.G.T. et la C.F.D.T. ont suivi dans un double but. D'abord il s'agissait de ne pas perdre le contact avec les conducteurs, les élections pro-



LA GRÈVE DU MÉTRO - LA GRÈVE DU MÉTRO - LA GRÈVE



fessionnelles sont dans quelques semaines. Ensuite, les deux syndicats voyaient dans ce conflit partiel le détonateur pour l'ensemble de la R.A.T.P.

Mais pour les autres catégories du personnel, la revendication sur la grille des salaires n'est pas essentielle. Elles préféreraient poser le problème des jours de repos, des amplitudes, des conditions de travail, des réductions d'horaires, des requalifications.

Depuis le début du conflit, le syndicat autonome reste sur sa

que nous sommes sur une corde raide. Car on peut se demander si du côté des grévistes on a tout fait pour avoir les usagers avec soi.

Quand on est un syndicat autonome, on n'a pas besoin de se soucier d'un tel problème. On ne s'occupe que de son propre intérêt, que le mouvement ait des conséquences néfastes pour l'ensemble de la classe ouvrière et son combat n'entre pas en considération.

Cette analyse n'est heureusement pas celle des syndicats con-



revendication catégorielle. Malgré les efforts de la C.G.T. et de la C.F.D.T., les bus roulent toujours et 55 % seulement des chefs de trains se sont prononcés, jeudi dernier, pour la grève. On a jugé ce pourcentage trop faible pour les lancer dans la bataille.

La solidarité de l'usager

Il est clair que dans un tel conflit l'attitude de l'usager est déterminante. La tactique du pouvoir et de la presse bourgeoise est de tenter de le monter contre les grévistes. Apparemment, au sixième jour de la grève, cela ne marche pas très fort. Mais il n'empêche

fédérés. Ils ne prendront pas le risque d'essuyer la critique de millions de travailleurs en s'obstinant à coller aux revendications catégorielles de quelques centaines d'autres. Pour la C.G.T. et la C.F.D.T., à la fin de la semaine dernière, la recherche de l'entrée dans la grève de la totalité du personnel de la R.A.T.P. n'avait plus pour objectif que de permettre au mouvement de se terminer dans l'honneur. C'est-à-dire qu'on aurait satisfait quelques revendications autres que celles des conducteurs.

Mais au début de cette semaine, le mouvement prend une autre tournure. Le patronat et le pouvoir s'inquiètent. Le nombre des heu-

René Barjavel et la grève

La direction de la R.A.T.P. et les syndicats négocient et l'on me dit que ces derniers vont demander à leurs adhérents de se prononcer. C'est peut-être la fin de la grève mais pas forcément celle de nos ennuis. Nous devons nous attendre, comme presque chaque hiver, à une grève des chemins de fer ou des avions vers la Noël, et à une grève de l'électricité au moment où les nuits seront les plus longues, pour nous permettre de bien profiter des ténèbres. De même que la grève du métro a presque toujours lieu au moment de la Foire de Paris ou du Salon de l'Auto.

Le choix de ces moments particuliers pour engager l'action sociale démontre de la part des déclencheurs de grève la volonté bien précise d'engager la lutte non seulement contre l'employeur mais aussi contre l'usager. Il est vrai que dans les services publics, l'employeur et l'usager se confondent. L'Etat, c'est nous. Chaque citoyen qui reçoit la lumière doit donc en être puni, par ceux-là mêmes qui la lui donnent et pour la seule raison qu'il est ce qu'il est. Ces réflexions sur la grève jetteraient-elles enfin une clarté sur le mystère du Pêché Originel ?

Extrait du « Journal du Dimanche » (10-10-71).

res perdues par les entreprises commence à se ressentir au niveau de la production. Les recettes des grands commerces ont chuté vertigineusement. L'usager ne s'est pas laissé prendre aux arguments de division de la presse bourgeoise et il réalise maintenant que sa marche à pied fatigue davantage son patron que lui-même.

La solidarité entre les travailleurs de la R.A.T.P. et les usagers, apparaissait la semaine dernière comme une nécessité. Les événements font que cette semaine cette solidarité est devenue réalité.

Qu'ils le veuillent ou non, les conducteurs du métro ne sont plus les seuls maîtres de leur mouvement. Leur objectif catégoriel est nettement dépassé. Il s'agit maintenant d'une grande lutte anti-gouvernementale. Conducteurs, agents de la R.A.T.P. et usagers doivent travailler ensemble à la développer et à la préciser. □

Une question et une réponse

Pendant les vacances Mitterrand a posé une question orale avec débat sur le problème des transports en commun de la Région parisienne à M. Chaban-Delmas.

La réponse à cette question doit être apportée le 22 octobre. Et Chaban-Delmas profitera de l'occasion pour dire une fois encore combien le problème lui paraît important, comme il l'a fait déjà souvent. Et une fois de plus, le vrai débat sera escamoté et les formes de la légalité bourgeoise respectées.

Dans la stratégie du pouvoir, cette question vient à un moment très favorable pour lui. Elle permet encore une fois, après la conférence de presse de Pompidou, de présenter Mitterrand comme l'interlocuteur raisonnable et privilégié des pouvoirs publics. Elle permet également sans aucun risque d'entr'ouvrir un dossier auquel les Parisiens sont très attachés, celui des transports, et de jeter un peu de poudre aux yeux.

Dans la stratégie du parti socialiste et celle, personnelle, de Mitterrand, le moment est important. Par cette initiative le premier secrétaire du P.S. tente de confisquer à son profit une action dans laquelle ses militants n'ont jamais été un élément moteur.

En utilisant la technique du débat parlementaire, Mitterrand montre le véritable visage de l'opération qu'il mène, et indique ce qui attend les travailleurs : la lutte et la mobilisation des travailleurs confisquée par une bureaucratie parlementaire.

En l'état actuel des forces politiques, et compte tenu de la nature de l'initiative de Mitterrand, une telle question, n'est rien d'autre qu'une opération de pure propagande et ne peut servir les intérêts des travailleurs.

C'est dans la rue que les usagers et les travailleurs feront avancer leurs revendications.

Organiser une manifestation des usagers et des travailleurs le jour même du débat parlementaire, apparaît donc nécessaire pour montrer clairement que nous ne saurions nous contenter de débats académiques entre gens de bonne compagnie, sans que l'unité des révolutionnaires ne se manifeste dans la rue.

Il est évident que seule une large mobilisation peut assurer la réalisation de notre objectif essentiel : la lutte parlementaire ne paie pas, seule la mobilisation paiera.

Première manifestation importante de la rentrée, elle montrera notre détermination de ne pas nous laisser endormir par les mirages des réformistes. □

TRANSPORTS EN COMMUN DE LA REGION PARISIENNE

Vendredi 22 octobre 1971

Mitterrand à l'Assemblée parle avec Chaban.

Les travailleurs et les usagers parlent dans la rue. Manifestation des comités d'usagers avec l'appui du P.S.U. et de Lutte Ouvrière.

— Le débat est dans la rue, non au Parlement ;

— Seule la mobilisation des travailleurs et des usagers imposera une solution.

Une grève sur les salaires

Faites votre valise à Orly

Rémy Grillault

Enquête de nos correspondants

L'aéroport de Paris fournit aux avions de certaines compagnies aériennes une assistance de piste. Mais de tels services sont également effectués par des compagnies. Mais Air France aussi fait son assistance ; elle accepte de fournir cette prestation à d'autres sociétés. D'où concurrence entre l'aéroport et les compagnies. D'où instabilité d'emploi pour le personnel de l'aéroport. Il faudrait pouvoir recruter et licencier suivant les fluctuations du marché.

La grève est donc partie d'un noyau dur d'agents de piste, menacés, soit d'un licenciement, soit d'un recasement avec perte importante de salaire. Ces travailleurs n'ont pas voulu faire leur valise.

Les syndicats prennent le train en marche

Bien sûr les syndicats prévoyaient le conflit. Ils avaient déjà beaucoup discuté avec la direction pour obtenir des garanties. Mais la grève éclate à leur insu. Ils ne sont pas prêts pour maîtriser le mouvement.

Pendant quelques jours l'action reste localisée. Le jeudi 30 septembre tout le personnel d'exploitation d'Orly est en grève. Le vendredi le conflit s'étend à Orly, commence au Bourget et une partie des administratifs de l'exploitation rejoint les grévistes. Ce même vendredi est placé sous le signe de l'unité syndicale : tous les représentants (C.G.T., C.G.T.-F.O., C.F.T.C. et C.G.C.) s'adressent au personnel, présentent les revendications des travailleurs de l'escale et proclament qu'ils n'accepteront pas de concessions dérisoires.

Les négociations du week-end seront longues et sans résultats appréciables.

Le lundi, alors que les syndicats présentent dans les assemblées les conclusions des dernières rencontres, la grève s'étend à une partie des informaticiens — dont les machines sont stoppées par manque d'alimentation — aux agents des études, à Orly, et aux agents des travaux, à Roissy-en-France.

Partout les assemblées générales connaissent une affluence inhabituelle (d'autant plus qu'aucun tract n'a été distribué). Des comités de

grève naissent sur les lieux de travail. La grève se fait généralement « sur le tas ».

Les mouvements improvisés font tache d'huile

Les grévistes manquent de consignes et de mots d'ordre généraux en provenance des syndicats. Une telle initiative aiderait pourtant à l'extension du conflit.

Alors des délégations se forment, souvent à l'improviste et l'on négocie, au p'tit bonheur la chance, dans tous les azimuts.

On apprend que pour la première fois la quasi-totalité des cadres de Roissy sont en grève. Que demandent-ils ? On ne le saura jamais avec précision. Les assemblées du lundi reconduisent la grève pour le mardi. Sans informations syndicales, le siège administratif vit toujours dans un superbe isolement.

La grande presse, qui a quelque peu abusé du slogan « Orly pagaille », découvre avec ravissement, grâce à un journaliste du « Monde », le qualificatif d'« Orly-poubelle ». Non seulement les grévistes stoppent éclairage, ascenseurs et escalators, mais en plus, ils n'enlèvent plus les ordures !

Cependant, les avatars d'Orly et du Bourget ne gênent surtout qu'une clientèle aisée, et les U.D.R.-C.D.R. ne peuvent pas entonner la trompette de la majorité silencieuse et ulcérée !

Un heureux mardi pour la direction

Le mardi 5 octobre est la journée charnière du mouvement. Les syndicats toujours unis (avec une C.G.T.-F.O. toujours très virulente), n'essayent pas toutefois de généraliser les luttes, alors que les négociations piétinent, alors que de nombreux secteurs désemparés attendent que l'on prenne en charge leurs revendications.

Point positif principal : les syndicats ont quand même obtenu la garantie de l'emploi jusqu'au 31 décembre.

La minorité de syndicalistes courageux... et épuisés, qui a animé le conflit, préfère conseiller des négociations partielles là où les travailleurs semblent les plus revendicatifs, là où ils ont avec eux

des délégués pas trop manchots.

Le mardi après-midi, la direction arrive aux arguments classiques : nous n'avons plus rien à concéder, à vous de jouer maintenant avec le ministère.

Bluff ? Sincérité ? Toujours est-il que les syndicats rendent compte du blocage. Mais le vocabulaire a évolué. On ne parle plus de miettes mais de concessions non négligeables. Les travailleurs ne comprennent plus et pour beaucoup, c'est la consternation en entendant chaque représentant conclure à l'organisation, pour le lendemain, d'un vote secret — pour ou contre la poursuite du mouvement — ouvert à tous les salariés de l'entreprise ! Motif principal invoqué : le vote à main levée est biaisé par une forte minorité qui choisit la grève puis va tranquillement au travail ! L'impression d'avoir été bernés s'exprime sous la forme de huées lorsque le représentant des cadres et haute maîtrise C.G.T. se fait l'avocat du vote secret, glisse quelques propos perfides sur ceux qui voudraient que — refrain connu contre les aventuristes (ici les gars de F.O. !) — et fait sien l'argument directorial tendant à montrer que ce n'est plus à la direction mais au gouvernement qu'il faut s'adresser.

L'enterrement du mercredi

A Orly-parc, où le conflit s'accroissait, on vote avec résignation.

On constate le libellé astucieux du bulletin de vote : « Pour la continuation » ou « Pour la suspension ». Certains s'imagineront sincèrement que la « suspension » n'est qu'un répit de courte durée.

Mercredi soir. Résultats globaux : sur 4.000 employés, 2.000 participants au vote, une majorité de 92 voix pour la suspension. Mais à Orly-Parc et au Bourget, les résultats sont presque équilibrés, à Orly-Aérogare 65 % des votants veulent continuer la grève.

Les syndicats (sauf F.O.) conseillent alors la reprise. Tard dans la nuit de mercredi les « 65 % de l'aérogare d'Orly » permettront d'arracher à une direction bon enfant quelques miettes supplémentaires. Jeudi le travail reprend par-

tout, sans enthousiasme. Des commissions doivent continuer à discuter secteur par secteur. Quelques-unes obtiendront encore divers avantages. Mais au sein de quelques autres, les travailleurs comprendront, à l'attitude des négociateurs de la direction, qu'il est malséant d'insister...

Des grèves partielles se poursuivent ça et là le jeudi et le vendredi. Aucun tract syndical n'y fait allusion. Seules la radio et la presse s'en font l'écho.

Ce n'est qu'un début...

« ...Depuis 68, on n'avait pas vu ça à l'aéroport. » Réflexion souvent entendue. Essayons alors de comprendre l'incohérence qui apparaît dans ce mouvement, son durcissement et sa conclusion.

Manque d'information syndicale, erreurs tactiques par méconnaissance des aspirations de la base, peur d'une grève sauvage et incontrôlée ?... Peut-être.

La direction doit-elle pour autant être satisfaite ? Si telle est sa conclusion, son ignorance de l'état d'esprit dans l'entreprise, risque de lui coûter cher. Qu'elle se rappelle l'avertissement d'un délégué C.G.T., le mercredi soir : « Si vous restez intransigeants, vous n'aurez bientôt plus d'interlocuteurs syndicaux... »

Avertissement parfaitement fondé et valable dans un avenir relativement proche.

Il faut être bien naïf pour croire qu'on fera avaler aux salariés de l'entreprise les pilules du contrôle de gestion, de la participation par objectifs et autres gadgets du management.

La direction se prépare des lendemains qui la feront déchanter.

Les syndicats eux, sont maintenant placés devant un choix clair : ou bien refléter sans équivoque les aspirations de la base, l'informer constamment et être à la mesure de sa combativité, ou bien continuer à dissiper le plus gros de leurs forces dans la gestion des œuvres sociales, dans les commissions du comité d'entreprise.

« Faites votre valise à Orly » dit un slogan publicitaire de l'aéroport. En refusant de faire leur valise, les travailleurs de la piste ont donné un nouvel élan aux luttes dans l'entreprise. □

Jeudi 30 septembre, à l'usine Ericsson de Colombes, l'atelier du « test électronique » se met en grève après l'annonce par la direction d'une augmentation de 4 % rejetant ainsi la revendication de 200 F toujours posée par les délégués du personnel.

Le lendemain leur revendication est reprise par plusieurs ateliers, la grève s'étend à Asnière I et Asnière II. Lundi matin la majorité du personnel se retrouve en assemblée générale, une délégation est reçue par la direction du personnel. Cette dernière, devant la combativité des travailleurs, consent un effort supplémentaire pour les bas salaires (6 % jusqu'à 1.200 F par mois) mais en même temps elle tente de diviser le mouvement en prétextant que la base est contre l'augmentation non hiérarchisée des salaires !

La réponse des travailleurs est claire : un vote à bulletin secret donne 92 % de réponses favorables à une augmentation égale pour tous de 200 F.

La direction recule sur deux points :

— réintégration d'un stagiaire licencié abusivement pour fait de grève,

— pas de salaires inférieurs à 1.000 F (ceux-ci sont pourtant nombreux : jeunes, immigrants, femmes).

La grève sera gagnée si les non-grévistes qui jusqu'à présent soutiennent moralement et financièrement le mouvement rejoignent le combat.

Un comité de grève comportant syndiqués et non-syndiqués popularise la lutte auprès des travailleurs des autres entreprises. Le groupe P.S.U. d'Ericsson, la section locale de Colombes et ses élus au Conseil municipal participent à la lutte ou soutiennent les travailleurs de chez Ericsson. Une collecte effectuée sur les marchés a permis de recueillir 960 francs.

Cette grève, partie de la base sur une revendication anti-hiérarchique, se déroule démocratiquement, les travailleurs prenant des décisions en assemblée générale et veillant ensuite à leur bonne application au niveau des syndicats.

● Par solidarité avec les ouvriers de la région parisienne le personnel de l'usine d'Eu s'est mis en grève samedi. La police est intervenue. □

La politique extérieure chinoise

Henry Rosengart

L'offensive diplomatique sans précédent à laquelle se livre la Chine Populaire vise, avec un succès d'ores et déjà évident, à faire éclater le blocus politique imposé par Washington. L'établissement de relations diplomatiques avec les pays les plus divers se poursuit, semaine après semaine. L'entrée de la Chine Populaire à l'O.N.U. — et l'exclusion, par là même, de Formose — est déjà envisageable à court terme, en dépit des efforts américains et japonais pour y maintenir la présence de Tchang Kaï Chek.

Le « complot des deux Chine »

Le gouvernement U.S. n'a jamais été en si mauvaise passe. Battu en Indochine, secoué par une crise du dollar qui a engendré contre lui les réactions non seulement des autres puissances impérialistes mais celles de l'écrasante majorité des pays du tiers-monde, cherchant à échapper à un isolement diplomatique de plus en plus accentué en acceptant l'invitation de Nixon à Pékin, forcé ainsi de reconnaître diplomatiquement la Chine Populaire, le gouvernement américain se trouve alors coincé dans une situation impossible : il doit lâcher Formose et il ne peut pas lâcher Formose. S'il le fait, il reconnaît ouvertement la faillite complète de la politique suivie en Asie par les U.S.A. depuis 1945 et déclenche alors aux Etats-Unis des réactions contradictoires qui ébranleront davantage une situation intérieure déjà chancelante. S'il ne le fait pas, il condamne l'Amérique à un isolement accru sur la scène internationale.

Or il doit choisir... Car Pékin ne laisse à Washington aucun répit. A peine l'invitation de Nixon était-elle rendue officielle que la Chine réaffirmait l'inéluctable défaite des U.S.A. en Indochine, à la fois par des déclarations sans ambiguïté et par une aide matérielle accrue aux trois peuples indochinois ; de plus elle stigmatisait l'aide U.S. à la Corée du Sud, s'en prenait violemment au militarisme japonais et réaffirmait au sujet de Taïwan (Formose) l'intransigeance de sa position de principe : « La position du gouvernement et du peuple chinois a toujours été très claire ; elle est immuable », écrit le « Renmin Ribao », du 25 septembre. « Nous nous opposons fermement à toute absurdité du genre « deux Chine », ou « une Chine et un Taïwan ».

Nous nous opposons fermement à la thèse absurde selon laquelle « le statut de Taïwan reste à déterminer », de même qu'au complot « d'indépendance de Taïwan ». Le peuple chinois est résolu à libérer la province de Taïwan, son territoire sacré. La République populaire de Chine doit être intégralement rétablie dans tous ses droits légitimes à l'O.N.U. La clique tchangkaïchiste doit être chassée de l'O.N.U. et de tous ses organismes. Le gouvernement de la République Populaire de Chine n'aura rien à faire avec l'O.N.U. s'il se crée au sein de cette organisation une situation de « deux Chine », d'« une Chine et un Taïwan », ou une situation faisant que « le statut de Taïwan reste à déterminer » ou toute autre situation semblable. Le peuple chinois est déterminé à lutter jusqu'au bout contre les Etats-Unis tant qu'ils n'auront pas renoncé aux complots qu'ils ont manigancés. Les artifices, quels qu'ils soient, auxquels l'impérialisme américain peut avoir recours ne seront d'aucun effet ; ils ne peuvent que le plonger dans un isolement et une passivité accrus. »

La ligne stratégique du P.C. chinois

Le voyage actuel en France d'une délégation gouvernementale chinoise s'inscrit dans une stratégie globale qui vise à isoler les U.S.A. (ainsi que l'U.R.S.S.) sur la scène politique mondiale et à accentuer ainsi les contradictions inter-impérialistes. Sans doute peut-on (la presse bourgeoise ne s'en prive pas) mettre cette politique sur le compte du nationalisme. Mais toute politique nationaliste est l'expression des intérêts d'une classe dominante privilégiée. Autrement dit, une telle explication serait soutenable si la société chinoise connaissait le même développement que la société soviétique, avec l'instauration d'une nouvelle classe dominante soucieuse de préserver et d'étendre ses privilèges, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays. Mais elle ne s'accorde guère avec une Chine qui, surtout depuis cinq ans, se livre à une gigantesque révolution sociale et idéologique qui « débusque » tous ceux qui, dans tous les secteurs de la société (prolétariat industriel, paysannerie, université, parti, administration, armée) ont été tentés ou sont parvenus à acquérir certains privilèges (nous en reparlerons ultérieurement à pro-

pos de l'ouvrage récemment paru de M.A. Macciocchi).

Du reste, le sens que nous donnons à la stratégie actuelle du P.C. chinois trouve sa confirmation dans le fait que celle-ci a traditionnellement été appliquée par lui depuis sa création. On peut la résumer en quelques mots : ne pas se mettre à dos tous les ennemis à la fois, diviser le camp ennemi afin de le défaire morceau par morceau en isolant l'ennemi principal du moment. Ou encore, pour reprendre ce qu'écrivait Mao en décembre 1940 : « Exploiter les contradictions, gagner à soi la majorité, s'opposer à la minorité, écraser les adversaires un à un. » Un article du journal chinois « Hongqi » (« Pékin-Information », 13 sept. 71) s'étend longuement sur cette ligne stratégique. On y lit notamment ceci :

« Bien que le Parti communiste luttât (en 1940) contre tous les impérialistes, il fallait cependant faire une distinction entre les impérialistes japonais, qui menaient une agression contre la Chine, et les autres impérialistes qui ne se livraient pas à l'agression contre notre pays ; il fallait également faire une distinction entre les impérialistes qui, dans des conditions différentes, à des époques différentes, avaient adopté une politique différente. (...). De par leur nature de classe, ils (les impérialistes) auront inmanquablement entre eux de multiples contradictions et se disputeront les uns avec les autres. Ces contradictions sont une réalité objective ; elles sont indépendantes du désir subjectif des réactionnaires, quels qu'ils soient. Les points de vue selon lesquels tous les ennemis sont identiques ne sont pas conformes à la réalité. De plus, avec le développement de la situation, les forces révolutionnaires populaires gagneront en vigueur et les contradictions entre les ennemis ne cesseront de s'exacerber. Notre prolétariat et son parti politique doivent savoir analyser l'évolution de la lutte de classes à l'intérieur comme à l'extérieur du pays dans les différentes périodes historiques et saisir l'occasion afin de « tirer parti de toutes ces querelles, fêlures et contradictions au sein du camp ennemi et les utiliser contre notre ennemi principal du moment. »

On reconnaît dans cette stratégie celle que les dirigeants révolutionnaires vietnamiens appliquent, avec le succès qu'on connaît, aussi bien sur le plan international que vis-à-vis des diverses

classes et couches sociales et religieuses du Sud-Vietnam.

L'actuelle politique extérieure chinoise n'est donc pas « nouvelle ». Elle peut parfois nous heurter par certaines de ses conséquences locales (Pakistan, Ceylan, Soudan) — de même que nous fûmes choqués, il y a trois ans, de voir les communistes vietnamiens approuver l'intervention russe en Tchécoslovaquie... — mais ces conséquences, fussent-elles contestables, voire franchement critiquables, ne peuvent être comprises indépendamment de la politique globale dont elles procèdent.

Autant dire qu'ici comme en d'autres lieux, la condamnation brutale et immédiate d'un comportement politique précis, abstraction faite de la stratégie d'ensemble dont il est l'expression, nous paraît aussi peu sérieuse, aussi dogmatique, que son approbation systématique et bruyante. Et quand ce dogmatisme « anti » ou « pro » se rapporte à un pays comme la Chine, avec tout ce qu'on commence à savoir de l'expérience intérieure sans précédent à laquelle elle procède, le moins qu'on puisse exiger de nous, révolutionnaires français, qui ne pouvons guère nous vanter de voir d'autres pays s'inspirer de notre pratique militante, c'est de réfléchir sur la Chine avec un minimum de sang-froid.

Isoler l'ennemi principal

L'actuelle politique extérieure chinoise, disions-nous, n'est pas nouvelle. Même sa volonté de « coexistence pacifique entre pays à systèmes sociaux différents » n'est pas neuve. Les « cinq principes de la coexistence pacifique (à savoir : « Respect mutuel de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression mutuelle, non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures, égalité et avantages réciproques, coexistence pacifique ») ont été formulés pour la première fois à Bandoeng en 1955. Depuis cette date, ils ont toujours été réaffirmés par la presse chinoise. Dans son rapport au IX^e Congrès du P.C. chinois (avril 1969), Lin Piao les énonce immédiatement après avoir déclaré que la politique extérieure chinoise consiste notamment à « soutenir la lutte révolutionnaire de tous les peuples et nations opprimés ».

C'est dans cette double proclamation de principe que s'insère la politique extérieure de la Chine, avec toutes ses nuances techniques, voire même ses « erreurs » d'aiguillage dont le moins qu'on

puisse dire c'est qu'elles sont inopportunes... Il n'en reste pas moins que les conceptions chinoise et russe de la « coexistence pacifique » diffèrent qualitativement entre elles. Si la conception russe est stigmatisée par la Chine, c'est parce qu'elle traduit essentiellement, de l'aveu même du Kremlin, une volonté de « compétition pacifique », de « passage pacifique au socialisme ». Les Chinois, eux, n'entendent nullement entrer en « compétition pacifique » avec les pays impérialistes, « afin que le meilleur gagne » (comme le voulait Khrouchtchev); encore moins entendent-ils prôner le « passage pacifique » au socialisme. Aujourd'hui comme hier, « le pouvoir est au bout du fusil » demeure pour eux un principe révolutionnaire sur lequel ils ne transigent pas.

Mais la situation internationale actuelle (marquée par l'échec U.S. au Vietnam et les déchirements internes multiples de la société américaine) conduisent les Chinois, d'une part, à accentuer l'isolement diplomatique U.S. en déclenchant une offensive diplomatique généralisée auprès de tous les pays, même les plus réactionnaires, qui (encouragés justement par les reculs et difficultés de l'ogre américain) cherchent tant bien que mal à prendre leurs distances vis-à-vis des deux « Grands »; d'autre part, à prôner la plus grande souplesse tactique dans la mise en application de la stratégie de la lutte armée. Un passage de l'article déjà cité de « Hongqi » nous paraît significatif à cet égard :

« (...) ; pour faire aboutir leurs aspirations contre-révolutionnaires, ils (l'impérialisme et toute la réaction) rencontrent objectivement de nombreuses difficultés. Poussés par leur nature réactionnaire et leurs besoins contre-révolutionnaires, ils changent sans cesse de tactique et recourent au double jeu. Aussi devons-nous nous saisir de toutes les contradictions et difficultés de l'ennemi pour en tirer profit, mener une lutte du tac au tac contre lui, faire le maximum pour les intérêts fondamentaux du peuple et remporter la victoire dans cette lutte. Pour faire échec à sa double politique contre-révolutionnaire, nous devons recourir à une double politique révolutionnaire. Tout en persévérant dans la lutte armée, principale forme de lutte, nous devons utiliser d'autres formes de lutte contre lui et cela dans tous les domaines. (...) »

Stratégie et tactique

D'autres formes de lutte dans tous les domaines? La mise en application d'une tactique aussi complexe pose évidemment des problèmes parfois très graves aux révolutionnaires en lutte contre des forces réactionnaires qui ne sont pas l'émanation directe des intérêts de Washington ou de Moscou, ou bien qui, plus ou moins liées à l'un comme à l'autre, se

servent de l'un pour contrebalancer l'influence de l'autre.

Américains et Russes sont aujourd'hui les deux ennemis principaux que les Chinois tentent d'isoler et d'affaiblir : « Que tous les pays et peuples, victimes de l'agression, du contrôle, de l'intervention et des vexations exercées par l'impérialisme américain et le révisionnisme soviétique s'unissent et forment le front uni le plus large pour abattre nos ennemis communs ! » s'est écrié Lin Piao au IX^e Congrès du P.C.C. Les autres impérialismes sont implicitement dénoncés par lui, jamais nommément (sauf le Japon). Dans la pratique, cette ligne se traduit, entre autres, par le silence total de Pékin sur la lutte du peuple tchadien et des autres peuples africains opprimés par l'impérialisme français. Sans doute, les Chinois agissent plus qu'ils ne parlent, conformément, ne l'oublions jamais, à des traditions historiques bien antérieures à l'époque contemporaine : de tout temps, le peuple chinois s'est distingué par son esprit pratique. Ainsi, ingénieurs, techniciens, ouvriers et « médecins aux pieds nus » se disséminent dans de nombreux Etats africains, vivant (contrairement aux Russes) dans les mêmes conditions que les peuples auxquels ils se mêlent, parlant la langue locale et faisant ainsi un travail qui, pour n'être pas explicitement politique, n'en porte pas moins ses fruits. Ceci dit, Pékin ira jusqu'à féliciter des archi-réactionnaires comme Haïlé Sélassié ou Nemeiri pour leur « anti-impérialisme » ! Mieux : la souplesse de leur ligne est telle qu'ils ne craignent pas, dans certains cas, de nouer d'excellentes relations avec des gouvernements et des hommes d'affaires qui dirigent des Etats aux prises avec une guérilla que les Chinois soutiennent matériellement (ex. : Birmanie, Malaisie, Philippines...). Autre exemple : en mai 68, la Chine, au même moment, rendant un vibrant hommage au mouvement ouvrier et étudiant français, stigmatisait « les agissements pervers de la clique dominante française » et... félicitait de Gaulle pour avoir « ouvertement dénoncé l'ambition des Etats-Unis de dominer l'Europe » !

Du Bengla-Desh à Ceylan

C'est donc à la fois la stratégie mondiale de Pékin et son mode très complexe d'application qu'il faut avoir présents à l'esprit lorsqu'on voit les Chinois réagir, face à certaines luttes, d'une manière surprenante.

Le P.C. chinois joue en même temps sur trois claviers que Ki Peng-sei, ministre par intérim des Affaires étrangères, a clairement énoncés (« Pékin-Info. » 30-8-71) : « Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution ; cela est devenu un courant historique irrésistible. »

Les pays veulent l'indépendance : entendons par là que, partout

dans le monde, les pays même les plus réactionnaires tentent (dans la stricte limite de leur nature de classe) de prendre leurs distances face à Washington et à Moscou. Ex. : l'Iran, pays ultra-réactionnaire, tente cependant de défendre ses intérêts pétroliers face aux firmes anglo-américaines. Autre exemple : au moment de la crise du dollar, les pays impérialistes européens ont réprouvé l'attitude « égoïste » des U.S.A., tandis que tous les pays du tiers monde protestaient : « Les pays du tiers monde sont révoltés », titrait « le Monde » du 1-10-71, en précisant qu'ils étaient « unanimes à refuser aux dix pays les plus riches du monde le droit de discuter seuls de la crise monétaire internationale ». Tous, fussent-ils réactionnaires et même fascistes (Brésil, Indonésie...) ont « levé le bouclier » ! La politique chinoise consiste à les encourager tous dans cette voie.

« Les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution » : Pékin soutiendra donc les luttes de libération nationale et les révolutions populaires, ouvertement ou discrètement, ou bien ne les soutiendra pas s'il estime que la première contradiction (« les pays veulent l'indépendance ») prend momentanément le pas sur les deux autres. C'est ici qu'apparaît l'importance fondamentale de l'analyse d'une situation concrète. En ce qui concerne le Bengla-Desh et Ceylan, l'analyse chinoise est-elle correcte? Il nous paraît que Pékin a gravement sous-estimé l'importance de la révolte nationale au Pakistan oriental et celle de la révolution qui agite Ceylan, tout en surestimant la volonté subjective et les capacités objectives des gouvernements pakistanais et cinghalais de s'éloigner des deux « Grands ». Les bonnes relations qui existent depuis longtemps entre la Chine et ces deux pays, auxquelles il faut ajouter l'opposi-

tion aussi ancienne entre la Chine et l'Inde, semblent avoir pris le pas sur l'analyse concrète de la situation actuelle du sous-continent indien. Les bruits selon lesquels cette question soulève de graves controverses dans le P.C.C. seront-ils confirmés? Nous le souhaitons pour nos camarades du Bengla-Desh et de Ceylan, qui ont besoin de beaucoup plus que notre soutien verbal...

Les quatre contradictions

On voit que la politique extérieure chinoise s'accommode mal avec des réactions subjectives et dogmatiques, « anti- » ou « pro- ». En tout état de cause, un des grands mérites du P.C.C. est de rompre avec l'idée de « parti-père » et de convier tous les révolutionnaires à compter avant tout sur leurs propres forces, sur les analyses concrètes qu'ils doivent faire eux-mêmes de leur propre situation, sans avoir le regard vrillé sur Pékin à l'affût de « directives » que les Chinois refusent de fournir.

Nous avons tenté de donner, aussi brièvement que possible, une explication de la politique extérieure chinoise. Nous le répétons : elle n'est pas nouvelle. En 1969, au IX^e Congrès du P.C.C., Lin Piao résuma en quelques lignes les « quatre grandes contradictions » que le P.C.C. fournit du monde contemporain : « Celle qui oppose les nations opprimées à l'impérialisme et au social-impérialisme (U.R.S.S.) ; celle qui oppose le prolétariat à la bourgeoisie dans les pays capitalistes et révisionnistes ; celle entre les pays impérialistes et social-impérialistes, et entre les pays impérialistes ; et la contradiction qui oppose les pays socialistes aux pays impérialistes et social-impérialistes. L'existence et le développement de ces contradictions provoqueront inévitablement la révolution. »

« P.S.U. DOCUMENTATION »

Vient de paraître

N^{os} 22-23

Sur le mouvement politique de masse 2 F

Numéros disponibles :

N^o 8-9 - Histoire du P.S.U.

N^o 13 - Les petits commerçants et la crise du commerce.

N^o 16 - Les travailleurs immigrés.

N^o 18-19 - Le hiérarchie des salaires.

N^o 20-21 - Le capitalisme contemporain.

Le numéro simple 1 F

Le numéro double 2 F

Abonnement : les 20 numéros 15 F

à « TRIBUNE SOCIALISTE »

9, rue Borromée - PARIS XV^e

Paiement à la commande

Par chèque bancaire ou postal C.C.P. T.S. 58.26.65 Paris.

Nous sommes tous Luis Ramirez

Depuis le mois de mai, Luciano Rincon, journaliste et écrivain espagnol, est emprisonné dans les geôles franquistes.

Le prétexte de cette arrestation ? Luciano Rincon aurait, sous le pseudonyme de Luis Ramirez, écrit une biographie du Général Franco, intitulée « Francisco Franco, histoire d'un messianisme » parue aux Editions Ruedo Iberico en espagnol, puis traduite en français et parue aux Editions Maspero, ainsi que divers articles de la revue Ruedo Iberico.

Or Luis Ramirez n'existe pas. C'est le pseudonyme collectif d'un certain nombre de journalistes et écrivains espagnols, qui l'ont clairement exprimé, dès le départ de l'affaire.

Nous publions ici le témoignage des camarades de combat de Luciano Rincon. En précisant que ce combat est bien entendu le nôtre, et que nous entendons désormais prendre toutes dispositions pour qu'une action de solidarité de vaste ampleur soit entreprise.

Le témoignage

M. le ministre de la Justice
MADRID

L'écrivain et journaliste espagnol Luciano Rincón est incarcéré depuis trois semaines à la prison de Bilbao.

La police l'a détenu à Bilbao et l'a interrogé pendant trois jours, l'accusant d'être l'auteur d'articles parus dans *Cuadernos de Ruedo ibérico* sous la signature de Luis Ramirez, ainsi que d'une biographie du général Franco publiée par Editions Ruedo ibérico sous la même signature.

Les soussignés, écrivains espagnols, rédacteurs et collaborateurs de la revue *Cuadernos de Ruedo ibérico*, déclarent que le pseudonyme Luis Ramirez recouvre les noms tantôt de l'un, tantôt de l'autre, et parfois, collectivement, ceux de plusieurs d'entre eux.

En somme, Monsieur, Luis Ramirez c'est, dans la phrase de Lope

de Vega, « Fuente Ovejuna y todos a una ».

Ils affirment en outre que Luciano Rincón, parce qu'il réside en Espagne, n'a jamais collaboré à la rédaction des textes publiés sous le pseudonyme de Luis Ramirez, et que par conséquent sa détention et son incarcération constituent une flagrante injustice et une violation des Droits de l'Homme, dont l'Espagne a signé la Charte.

Les signataires jurent sur l'honneur que ce qu'ils déclarent ici est la vérité, et demandent en conséquence que vous preniez toutes mesures et dispositions utiles pour que Luciano Rincón soit immédiatement mis en liberté.

Signé : Xavier Domingo ; Francisco Fernandez-Santos ; Juan Goytisolo ; José Martinez ; Carlos Semprún Maura ; Jorge Semprún ; José Miguel Ullan.

Communiqué du Bureau National

Depuis six mois, la Turquie vit sous un régime de dictature policière, où les méthodes de gouvernement s'appellent l'état de siège, l'interdiction de partis d'opposition, la censure de la presse et pour finir la torture, les tribunaux d'exception et maintenant la condamnation à mort de 18 jeunes militants révolutionnaires.

Du Brésil au Maroc, de la Grèce à l'Iran, de l'Espagne à la Turquie, partout où l'exploitation est la plus durement ressentie et où la lutte contre l'oppression devient plus active, l'impérialisme et les régimes sur lesquels il s'appuie ne peuvent avoir que le visage de la répression la plus brutale, allant jusqu'à l'élimination physique des opposants avec la bénédiction et pour le plus grand profit des pays qui se disent les « démocraties occidentales ».

Le B.N. du P.S.U. appelle tous les travailleurs à exprimer leur solidarité avec les victimes de la répression pour empêcher l'exécution de la sentence qui aujourd'hui, en Turquie, frappe 18 militants révolutionnaires. □

Qui est Luciano Rincon ?

Xavier Domingo

Luciano Rincón est un des rares journalistes compétents en Espagne.

C'est pour cela qu'il est aujourd'hui en prison.

Bien que le prétexte « légal » soit autre. On l'accuse d'être un certain Luis Ramirez, auteur de livres et d'articles qui offensent le chef de l'Etat espagnol et qui ont été publiés aux Editions Ruedo ibérico ou dans leur revue.

Luis Ramirez n'est pas Luciano Rincón.

Luis Ramirez est un pseudonyme collectif. Il est utilisé par un certain nombre d'écrivains résidant à Paris et par d'autres qui vivent en Espagne et qui ne sont pas Luciano Rincón.

Mais Luciano Rincón paie maintenant pour Luis Ramirez.

Bien entendu et du point de vue de la « justice franquiste », Luciano Rincón n'est pas innocent non plus, puisqu'il est antifranquiste.

Il a déjà été en prison en d'autres occasions. En 1959. Il y est resté jusqu'en 1961.

Pendant qu'il était en prison, il a publié des articles dans la revue mensuelle « *Esprit* » de Paris et dans l'hebdomadaire « *Témoignage chrétien* ». Il les signait « un prisonnier politique ».

C'est la seule fois où Luciano Rincón a utilisé un pseudonyme.

Luciano est de ma génération. Il a 40 ans. C'est un homme d'une génération unipassionnelle. Nous avons des idées différentes. Lui, par exemple, est chrétien. Moi pas.

Il n'en reste pas moins que chaque fois que nous avons eu l'occasion de nous rencontrer, nous nous sommes assis ensemble de longues heures, nous avons vidé de nombreuses bouteilles, et nous avons parlé gravement de beaucoup de choses qui finalement aboutissaient à une seule et même chose, à une seule et unique passion, commune à tous les Espagnols de 40 ans : la passion de la liberté.

Cette liberté — et maintenant Luciano est en prison — ce journaliste spirituel, caustique, intelligent et d'une grande compétence professionnelle l'entend d'une manière réaliste parfaitement compatible avec la passion avec laquelle il la désire. Et c'est pourquoi il est en prison.

Luciano Rincón veut être un homme libre dans un pays d'hommes libres parce qu'il est préparé

pour être libre, parce qu'il est compétent pour être libre. Or, il a 40 ans et ils ne l'ont jamais laissé exercer cette compétence vitale pour la liberté.

Beaucoup parmi nous — les Espagnols de cette génération qui n'a jamais eu la chance d'être orpheline de dictateur — pour pouvoir exercer cette compétence d'être des citoyens libres, ont émigré, préférant être dans un autre pays des citoyens étrangers, de seconde catégorie, plutôt que de vivre plus longtemps soumis à un monde infantiloïde.

D'autres se sont résignés.

D'autres encore, comme Luciano, n'ont pas voulu ou n'ont pas pu assumer « l'étrangéité », ou peut-être ont-ils considéré que c'était trop facile ou égoïste. Et Luciano a essayé d'être en Espagne un journaliste libre et compétent. C'est pour cela qu'il est en prison.

Et non parce qu'il est ou n'est pas Luis Ramirez.

La « justice » espagnole ne va pas juger et condamner Luis Ramirez qui est un personnage protéiforme, qui est un pseudonyme collectif, qui est l'antifranquisme inaccessible et irréductible.

La « justice » espagnole va juger et condamner Luciano Rincón. 40 ans. Qui n'a pas sur l'Espagne, sur le monde, sur la vie, les mêmes opinions que Franco. C'est pour cela qu'il est en prison.

Luis Ramirez est un instant de liberté de n'importe lequel d'entre nous. Luis Ramirez, ils ne pourront jamais le jeter en prison.

Ils empoigneront Luciano, ils empoigneront Pedro, ils empoigneront Juan ou Pablo. Mais jamais Luis Ramirez.

Ils continueront à jeter en prison chaque personne honnête qui surgira dans le pays. Et Luis Ramirez sera toujours là pour dénoncer l'oppression et pour accuser le tyran.

En réalité, s'ils désirent que Luis Ramirez se taise, la seule chose à faire est de libérer Luciano, Pedro, Juan et Pablo. Les laisser être libres.

Alors, Luis Ramirez se tairait. Il aurait désormais moins de raison de parler.

C'est pour cela que mettre en prison Luciano Rincón en prétendant avoir emprisonné Luis Ramirez n'est pas seulement une injustice totale. C'est également une stupidité. □

Johnny Haliday chante

Toute la bêtise...

Philippe Guyot

A entendre, très régulièrement, les princes qui nous gouvernent se pencher doctement sur le « mal de la jeunesse », je ne peux m'empêcher d'éprouver quelque pitié devant tant de cécité. Et j'ai envie de dire à ces apôtres de la « nouvelle société » : allez donc faire un tour au Palais des Sports, promenez-vous, écoutez et regardez, peut-être comprendrez-vous...

Je me souviens de ces jours de l'été 1962. La guerre d'Algérie venait de prendre fin. Toute une génération épargnée cherchait à retrouver le sens de la fête, loin des flonflons patriotiques d'une paix qui ne la concernait pas.

Un poste périphérique avait eu l'idée d'organiser une nuit pour ces gosses. Une nuit où Sylvie Vartan commença et termina sa carrière, où l'on sut que Claude François ne serait jamais qu'un brailard et où l'on vit naître une authentique idole exprimant les espoirs et les refus de son temps, Johnny Haliday. Je me souviens de ces 100.000 gamins trépannant sur le cours de Vincennes. On ne voyait rien, on n'entendait rien, mais on était heureux d'être là, ensemble, sans raison, pour la même raison, pour la même joie ; je me souviens de ces milliers de mêmes lâchés à 2 heures du matin dans les rues de Paris, perdus, leurs yeux riaient... c'était bien avant Woodstock !

Cela fait du bruit...

Mais, le matin venu, crime et profanation ! Ils étaient montés sur quelques voitures en stationnement. Et toute une petite société répressive, toute une grande presse aux ordres, de hurler aux voyous !

Les gamins ont grandi, la petite société a mis ses cheveux blancs mais chacun est resté dans son rôle. Ils sont revenus rôder autour de la Porte de Versailles, elle se plaint du bruit qui l'incommode. Écoutez, bourgeois, écoutez ces pauvres vieilles femmes qui se pâment à Zitroner et font hurler une fois la semaine leur Guy Lux préféré, écoutez-les se plaindre parce qu'un filet de musique assourdi monte jusqu'à leurs pauvres oreilles anesthésiées.

Certes, Johnny au Palais des Sports, cela fait du bruit. C'est un peu une symphonie pour

sourds. C'est un cri qui veut vriller le tympan de ceux qui ne veulent pas entendre, de ceux qui refusent de voir, de tous ces moutons qui ont renoncé à vivre avant même d'avoir essayé. C'est ce que ne supporte pas la bonne société parisienne, venue là par snobisme et qui trouve que, vraiment, ce petit ne joue pas le jeu. Mais quoi de plus bête que cette réflexion d'une ouvreuse qui dit : « Il pourrait mettre la musique un peu moins fort, on comprendrait mieux les paroles ! ».

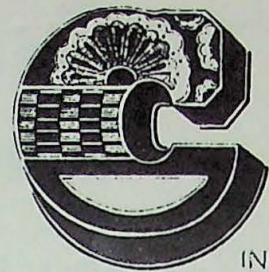
...de hurler sa violence

Mais non, Madame, il ne s'agit pas de comprendre. Qu'ils s'en aillent ceux qui veulent trouver un sens à Johnny, il pourrait chanter en Patagonie que cela ne changerait rien, qu'ils fuient ceux qui rêvent de récupérer un phénomène qui les dépasse, qu'au pire ils achètent un disque et, dans la quiétude de leur home douillet retrouvé, un soir de débauche, qu'ils l'écoutent, tout, tout doucement. Ils n'y comprendront rien. Parce qu'il n'y a rien à comprendre.

Johnny au Palais des Sports, c'est beau, c'est gigantesque, c'est démesuré, c'est coloré, c'est bruyant, ça ne se raconte pas, ça ne se décrit pas, ça se vit. On ne vient pas là pour Johnny, on ne vient même pas avec Johnny, on vient là pour soi, pour se libérer, pour hurler sa violence. Un gars m'a dit sur le boulevard : « Johnny, même quand il chante l'amour, il le hurle avec violence. »

Le maître mot est lâché. Violence, révolte d'une génération qui n'en peut plus de tant de médiocrité, d'un Président épicié et de la bêtise du monde.

Alors, peu importe que Johnny, ce soit une affaire commerciale qui fait vivre des centaines de parasites, peu importe que dans son service d'ordre on rencontre quelques mines qui ressemblent étrangement à quelques guerriers d'Occident, peu importe même qu'il ne chante pas de chansons politiques et que ses auditeurs n'aient pas tous été à la Sorbonne en Mai 68. Il reste qu'il déclenche la révolte, qu'elle nous concerne et que s'il n'est pas capable de l'intégrer, on se demande à quoi sert le mouvement révolutionnaire. □



INEMA

Compromis et acceptation

A. Moutot

Dix journées de trois êtres, saisies sur le vif des préoccupations quotidiennes, des espoirs et des déceptions, des illusions et de la solitude tout au long des interminables dimanches de la ville de Londres, ennuyeux comme la pluie. Ennuyeux comme ce monde bourgeois qui les a fait fuir, mais que mille choses retiennent encore, ne serait-ce que certains sentiments qu'on arrive mal à mettre entre parenthèses.

Les dimanches bourgeois de la ville de Londres

Ainsi lui, le médecin (Peter Finch) va chercher au cours d'une réception religieuse et mondaine donnée par sa famille, type même de la bourgeoisie juive de Londres, des contacts plus chaleureux que ceux que lui permettent sa profession et son rang social. Mais il ne constate que ce qui le sépare, il ne découvre que son propre isolement. De même, elle, (Glenda Jackson) est en quête désespérée d'un havre d'accueil moins glacé que le gîte familial où les relations d'une riche bourgeoisie d'affaires s'apparentent plus à un rite sclérosé qu'à la manifestation d'une quelconque chaleur humaine. La roue du destin de ces deux personnages dont l'âge amorce le déclin de la vie, est rivée à un axe personifié par un jeune homme, doux oiseau de jeunesse (Murray Head) détaché justement du fatras sentimental qui suppose le compromis et la demi-mesure. Le jeune éphèbe ne se donne que dans la limite où sa réussite personnelle n'est pas en cause. Et sans fausse honte, il égrène à tous vents ses tendresses au médecin et à la femme plus âgés que lui. La perspective d'un voyage en Amérique pour couronner une carrière fulgurante de

Luttes culturelles



« designer », ne le verra pas hésiter très longtemps. Ces dix jours vont ébranler des existences entièrement soudées à la sienne, mais il part certain, sinon d'avoir apporté le bonheur, du moins d'en avoir procuré quelques instants au cours de ce difficile partage d'affection encombré de mésentente et de mesquinerie. Après quoi la vie des deux délaissés tournera dans le vide.

Homosexuel et juif

La trame du film « Un dimanche comme les autres » (Sunday, Bloody, Sunday) peut sembler terne, mais elle est tissée des passions des personnages. La caméra cueille au passage une gerbe d'impressions sur leurs activités, leurs habitudes, leurs désirs et leurs désillusions. L'honnêteté et l'intelligence de l'œuvre de John Schlesinger vient de ce que la chronique de la rencontre des trois protagonistes, fuit l'effet gratuit et le sensationnel, d'autant plus tentant que pour la première fois dans un film voué à une grande diffusion, sont décrites des amours d'homosexuels. Le réalisateur a su ne pas insister lourdement et éviter le ton graveleux ; ces relations sont données comme « normales » et n'intéressent le metteur en scène que dans la mesure où elles interfèrent sur les difficultés de liaison et de communication qui se posent à cet insolite trio. Une réflexion profonde, sans complaisance aucune, nous est proposée au sujet de la mystification insérée dans le concept même d'amour tel qu'il est véhiculé par l'idéologie bourgeoise qui le présente comme l'aboutissement parfait des relations humaines, détaché des contingences terrestres et sociales. « Un dimanche comme les

autres » fait la part des choses en indiquant combien les moments de contentement, furtifs et passagers, sont payés au prix fort de la solitude toujours retrouvée et de l'angoisse quasi permanente. Les sources d'un certain nombre de thèmes (comme le sentiment d'appropriation d'autrui) hégémoniques parce qu'ils débordent souvent sur d'autres couches sociales que la classe dominante, sont ainsi démystifiées sans ménagements.

En rupture de classe

Ces impressions et ces émotions ramassées en un faisceau de touches intimistes forment un film d'une facture très moderne et qui ne triche pas avec certains problèmes de notre temps. Ainsi est évoquée avec pertinence la double appartenance du médecin à une minorité ethnique et sexuelle. L'œuvre se présente comme l'exact reflet d'une réalité véritablement vécue et sentie. De plus, le cadre social remarquablement situé, le climat de la vie bourgeoise aujourd'hui à Londres, l'ambiance de la crise économique anglaise ne constituent pas seulement une toile de fond qui révèlent les motivations psychologiques et sociales des comportements mais participent directement au débat du film. Au-delà peut-être des intentions de l'auteur, sans qu'elle soit exclue, confirmation est apportée que l'insatisfaction quant à sa propre condition d'être en rupture idéologique (seulement) de classe, le désir de quelque chose d'autre dans un système de relations oppressant et tenace sont nécessaires à l'accession à une sorte de conscience politique.

Mais leurs sentiments d'absurde et de vide montrent que cela ne suffit pas. □

Les Editions François Maspero, Aïda Vasquez, Fernand Oury et les différents auteurs de monographies seront heureux de vous présenter :

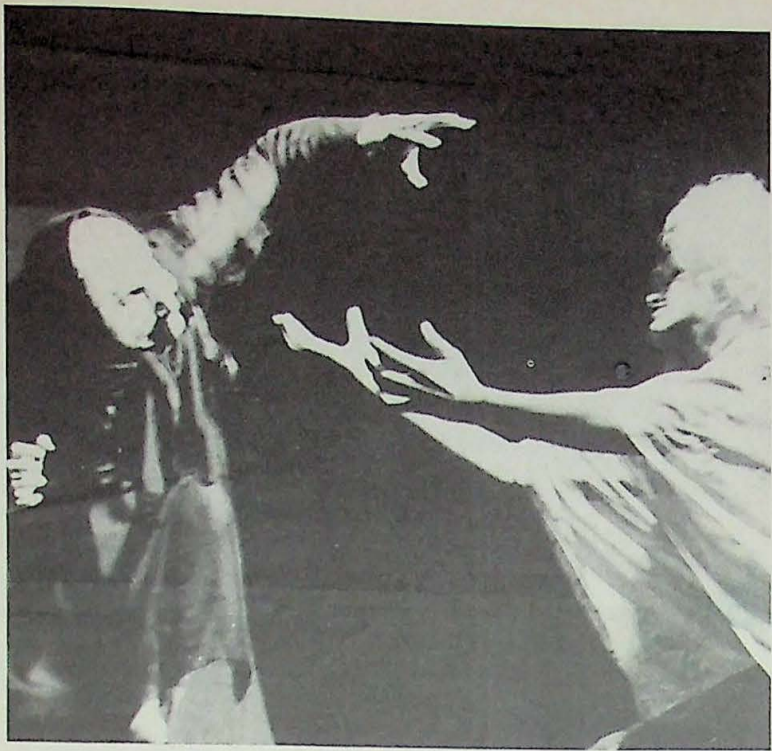
Dans la collection « Textes à l'appui - Pédagogie »

DE LA CLASSE COOPERATIVE A LA PEDAGOGIE INSTITUTIONNELLE

le jeudi 21 octobre 1971, de 16 à 22 heures
à la librairie La Joie de Lire, 19, rue Saint-Séverin,

Paris-5^e (métro : Saint-Michel)

(Les textes à l'appui : photographies, travaux d'enfants, seront exposés jusqu'au 28 octobre.)



Aurora

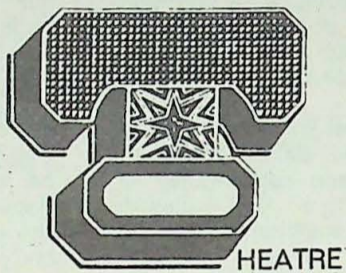
Dominique Nores

La qualité d'écoute qui règne dans certaines salles est le signe d'un changement important au théâtre, ces dernières années. A la Cartoucherie de Vincennes, où, pendant la tournée du théâtre du Soleil, le théâtre du Chêne Noir d'Avignon présente Aurora (1), le public, quoique installé sur de simples gradins de bois, suit avec une attention soutenue un spectacle presque sans texte. Pas un souffle, pas le moindre de ces bruits organiques qui révèlent le fléchissement de l'intérêt avant que, les acteurs se retirant avec une extrême lenteur, la dernière note de saxophone ait résonné, très loin dans l'enfilade des hangars.

Un conte fantastique

Ce que Gérard Gélas raconte par les moyens propres du théâtre, c'est l'aventure de la planète Terre. Surgie au début des temps, la Terre est une très belle jeune femme, à la chevelure et à la robe de lumière. Elle tourne dans le faisceau des projecteurs comme dans des rayons de soleil. De tout son corps irradié, elle est heureuse — heureuse de ses plages, de la luminosité de ses étés, du bonheur qu'elle offre à tous. Les premiers monstres vaincus et les forces de vie l'ayant emporté sur les forces de mort, plus rien ne devrait détourner les hommes, ses enfants, de la joie qu'elle a prévue pour eux, n'était la menace des terribles Hommes-Oiseaux. Ceux-ci glissent de nouveaux rêves dans les rêves des humains et les rendent possessifs. Ce qui auparavant était à tous, chacun va le vouloir pour lui seul.

Le spectacle de Gélas est la transcription en gestes et en sons de ces rêves.



La forme-sens

En effet, simple dans son schéma dramatique, le spectacle peut s'imposer sans phrases. Ses intentions passent par l'évidence de sens de l'image.

Ce spectacle naît au milieu du public sur un grand tréteau éclairé par des projecteurs plongeants. Plusieurs rêves s'y emboîtent les uns dans les autres : le rêve des humains, sur qui les Hommes-Oiseaux étendent le grand voile blanc de la convoitise suscitant un autre rêve qui, chacun voulant garder ce qu'il a et en priver les autres, devient brutal. Mais peut-être ce cauchemar des hommes, qui bientôt connaissent le travail forcé, la guerre, la répression, l'esclavage, est-il le rêve prémonitoire de la planète Terre, qui aurait voulu les mettre en garde.

Bientôt ses fils s'entre-déchirant se retourneront contre elle et le monde entier sera comme une prison, une grande fosse de lumière blanche dans laquelle la Terre ne se heurte plus qu'à des barreaux et à des juges. Ne peut-on même admettre que le conte entier est l'invention d'un dormeur qui voit la planète courir vers sa perte et n'aperçoit aucune aurore ?

Ici, les lumières sont aussi importantes que les sons, les gestes que les couleurs. Tout raconte. Par trois années de travail continu Gérard Gélas est parvenu à atteindre la maîtrise d'une forme personnelle d'expression qui s'impose au spectateur. □

(1) Cartoucherie : 808-87-63 jusqu'au 16 octobre inclus. Après sa participation à un festival en Pologne, le théâtre du Chêne Noir donnera des représentations d'Aurora à Lyon, Montpellier et Marseille.

Intoxication au second degré

Françoise Claire

A grand renfort de publicité un nouveau journal vient de naître « 5 colonnes à la une » — il se définit lui-même ainsi : « Or, le public touché par les images du petit écran se pose ensuite des questions auxquelles la télévision, pressée par le mouvement même de l'histoire, le rythme des événements, la succession des informations, n'a pas le temps de répondre. Il reste donc un vide à combler. C'est cette mission que « 5 colonnes à la une » se propose d'accomplir auprès des 40 millions de téléspectateurs. »

Ainsi, il ne suffit pas que la télévision informe les Français à sa guise, présente les événements à sa manière, il ne faut pas que des auditeurs « qui se posent des questions » aient le temps d'y réfléchir et de les résoudre eux-mêmes, ce nouveau journal pensera pour eux et leur donnera des explications.

Attirée par cette publication... dans laquelle je vais sûrement apprendre quelque chose, je l'ai donc achetée. Il a fallu s'y mettre à plusieurs pour la déployer, car double-décimètre en main, elle mesure 62 cm de haut et 43 de large... La tête de Catherine Langeais grandeur nature... mieux qu'à la télé. Dans ce journal, on nous dit que la pauvre femme a bien des problèmes à l'O.R.T.F., faisant ainsi appel à la sentimentalité du public !

L'émission « XX^e siècle » sur la « Famille Krupp », apparemment jugée par le journal insignifiante dans la sélection programme, est traitée sur toute une page, où l'on se contente de donner mille détails sur la vie du dernier des Krupp, ce garçon Immensément riche qui s'ennuie ! Qui peut s'intéresser à cet être inutile ? Mais on se garde bien de parler d'une petite phrase de la première partie de l'émission qui, nous l'espérons, a dû faire bondir de nombreux auditeurs : « la véritable cause de la guerre de 14-18 était la rivalité de Krupp et de Schneider. »

Ainsi les soldats qui pensaient en 1914 partir pour « la guerre du droit » se sont fait tuer pour le plus grand profit des marchands de canons. Cela valait bien une explication. Le journal a donc une singulière façon de répondre aux questions des Français. Il préfère les émerveiller en leur parlant des bijoux de Farah-Diba (2 pages) et de son fabuleux destin :


« Inconnue à 12 ans, elle reçoit aujourd'hui 60 chefs d'Etat. 12 ans de pouvoir et d'amour ont transformé la jeune mariée timide en impératrice volontaire. »... ou bien, attendrir l'âme sensible des auditeurs sur « la cruelle vie de l'impératrice du Japon. » A noter dans cet article ce jugement curieux sur l'utilité de la bombe atomique : « Il a fallu la guerre, Hiroshima, pour que le couple impérial puisse vivre presque comme vous et moi. » « Hiroshima fait passer le Japon du moyen-âge à l'an 2000. » Enfin, si l'on parle de la guerre d'Algérie, en insistant sur les atrocités commises par l'armée française, les tortures épouvantables ordonnées par le général Massu, on ne


manque pas de faire remarquer que c'était le gouvernement de Guy Mollet qui « avait fait transmettre par Robert Lacoste à Massu l'ordre de « gagner par tous les moyens ». Pour certains soldats, l'ordre « par tous les moyens » est devenu « par n'importe quel moyen ». Cela peut toujours servir, en période pré-électorale, au moment où le Parti socialiste pense devenir un concurrent sérieux !


Télé-pantoufle...

Dodo après 22 heures !

Mais le plus « gratiné », c'est le cahier « Sélection Programme », avec un « TV guide ». Les émissions sont signalées par ordre d'intérêt... par 1, 2 ou 3 chaussons !

 Une bonne émission, mais qui ne doit toutefois pas vous faire refuser une invitation à dîner et renoncer à une soirée agréable que vous risqueriez peut-être de regretter amèrement le lendemain.

 Une très bonne émission qui doit vous faire refuser toute invitation à moins que les amis qui vous l'ont adressée n'aient la télévision et n'acceptent que vous la regardiez chez eux.

 Une excellente émission qui mérite que vous chaussiez vos pantoufles et que vous ne mettiez plus les pieds dehors sauf s'il y a le feu chez vous, et encore...

Le label « un chausson » est décerné au film « Jane Eyre » avec Orson Welles, à un policier, à la « Piste aux étoiles », à un western et à Gilbert Bécaud !

Les « deux chaussons » au feuilleton à l'eau de rose « Noelle aux quatre vents », à Pierre Sabbagh pour « Au Théâtre ce soir », aux « Dossiers de l'écran » pour Catherine de

Russie, avec un film super-production italienne.

Aucune émission n'a droit aux « Trois chaussons » !

En général, les émissions ne sont indiquées que jusqu'à 22 heures... Après, rien, on ferme ! Or c'est en général à cette heure-là que sont diffusées les émissions à caractère culturel ou de recherche... « 5 colonnes à la une » doit bien sûr les ignorer ! □

« LE PEUPLE FRANÇAIS »

Le C.C.P. donné dans notre dernier numéro est erroné. Il faut lire C.C.P. A. Delale 2.091.25 Paris.

2

Au festival Pop des objecteurs de conscience

E. Koeckelbergh

Dimanche 3 octobre se déroulait au fort Bréville près de Besançon le festival Pop des objecteurs de conscience, axé sur le soutien aux objecteurs emprisonnés (110 en France), et notamment sur le soutien aux objecteurs politiques.

L'organisation de ce festival avait été très bien faite, et nous avons pu écouter de nombreux groupes ainsi que des chanteurs, parmi lesquels Evariste et Glenmor. Le festival fut un lieu de rassemblement pour la jeunesse de la région (les objecteurs, eux, venaient de tous les coins de France et même de l'étranger). Il y avait des stands où étaient vendues des cartes de soutien aux objecteurs emprisonnés (notamment Pepe Beunza, le jeune Espagnol non-violent qui refuse de porter les armes pour soutenir la dictature franquiste et l'impérialisme américain, et ainsi que de nombreux camarades de groupes révolutionnaires qui vendaient leur presse). La variété du public permit des discussions très intéressantes.

Objection et militarisation

Les militants d'extrême-gauche ne doivent pas considérer la militarisation comme un phénomène secondaire dans la société capitaliste.

« La prochaine tentative de la révolution en France devra consister non plus à faire passer la machine bureaucratique militaire en d'autres mains, comme ce fut le cas jusqu'ici, mais à la détruire. C'est la condition première de toute révolution véritablement populaire sur le continent. » (Lettre n° 45 de Karl Marx à Kugelmann, 12 avril 1871, édit. Anthropos, Paris, 1968, p. 162.)

La plupart — pour ne pas dire la totalité — des marxistes révolutionnaires a préféré jusqu'à présent la lutte antimilitariste à la caserne, à l'objection de conscience. La lutte antimilitariste à la caserne n'a jamais pu détruire l'armée bourgeoise. Encore moins empêcher les guerres impérialistes (Indochine, Algérie, Tchad), ou d'interdire la formation de l'armée de métier au sein du service militaire obligatoire. Elle a donné quelques résultats intéressants, qu'il ne faut pas opposer à ceux de l'objection de conscience qui ouvre des perspectives depuis quelque temps.

Le statut légal des objecteurs : une mystification mal utilisable

Le statut des objecteurs de conscience a été accordé par la loi du 23 décembre 1963. Il fut obtenu sous la pression, entre autres, de ceux qui luttèrent contre la guerre d'Algérie

comme l'Action civique non violente, disparue depuis, et des grèves de la faim de l'héroïque anarchiste-pacifiste Louis Lecoin.

Néanmoins, ce statut était très restrictif :

● Seul l'objecteur de conscience « opposé en toutes circonstances à l'usage personnel des armes » se réclamant de « convictions religieuses ou philosophiques » (à l'exclusion de toute allusion politique, bien sûr : l'armée est « apolitique », comme l'U.D.R. !) pouvait demander, dans un délai de 15 jours à dater de la parution d'un décret dont la date était très difficile à connaître, l'examen de sa demande par une commission du ministère de la Défense, siégeant à huis clos, et composée de militaires et de juristes triés sur le volet.

● Toute demande ne correspondant pas à ces normes était automatiquement refusée ; l'appel ne peut d'ailleurs se faire que devant Debré soi-même !

● Ceux qui trouvaient le moyen de réussir étaient affectés pendant deux ans (au départ, 32 mois !) à un service « civil » dans une association habilitée par le ministère de la Défense.

● Toute propagande pour le statut « dans le but exclusif de soustraire (quelqu'un) à ses obligations militaires » était sévèrement punie par l'article 11. Jean-Marie Bouny et Roger Parisot vont être jugés le 11 octobre à Bressuire (Deux-Sèvres) pour avoir voulu faire connaître le statut.

L'évolution de l'objection

Les premiers objecteurs, en dehors des Témoins de Jéhovah qui refusent tout service civil et vont en prison, étaient une poignée de chrétiens progressistes et d'anarchistes (presque uniquement des « non-violents »).

Sous la poussée d'un militarisme farouche, le statut s'est très légèrement modifié. La durée de l'obtention possible de la demande passera de 15 jours à un mois ; le service a été ramené à deux ans ; la date de l'obtention ne fut plus comptée à partir d'un décret annuel inconnu mais du décret d'appel de chaque classe (plus facile à connaître).

Les objecteurs ont été affectés au ministère des Affaires sociales et sont devenus de plus en plus difficiles à suivre en raison de la variété de leurs points d'affectation : certains travaillent dans des organisations « charitables », d'autres sur des chantiers, d'autres dans des M.J.C. ou des F.J.T., d'autres s'occupent d'alphabétisation

(c'est déjà plus gênant...). La bourgeoisie s'inquiète des objecteurs qui sont de plus en plus, sur le lieu de leur affectation, à la pointe de la contestation et des luttes.

Le nombre des objecteurs augmente régulièrement : en 1965 : quelques-uns ; en 1969 : une soixantaine ; en 1970 : environ 120 ; en 1971 : plus de 400 et en 1972, combien : 2.000 ou 5.000 ?

Plus grave pour le système, la composition politique des objecteurs s'est elle-même modifiée : pratiquement tous les objecteurs faisant une demande religieuse (même si cette demande est honnête), sont en fait des objecteurs politiques. Les objecteurs « non-violents » (l'usage de ce terme dans une demande risque maintenant de vous faire refuser le statut) frisent de plus en plus l'extrême-gauche et flirtent avec le Secours rouge (cf. l'affaire Brochier, un pénible souvenir pour le gouvernement).

Les objecteurs aujourd'hui

Exemple typique de demande de statut, celle de Dominique Valton, ouvrier nantais :

« Monsieur le Ministre des Armées,
Je refuse d'être à la disposition de l'autorité militaire.

En effet, je considère que celle-ci est au service d'un régime capitaliste qui exploite l'homme.

Le passé encore proche de la lutte algérienne nous a montré de quel type était ce service.

Mai 68 nous a donné un avant-goût des forces répressives.

Aujourd'hui, un détachement d'armée s'entraîne à reconquérir le pouvoir en cas de renversement.

Au Tchad, la France défend ses intérêts au prix d'un milliard par mois, et bafoue par ailleurs les populations polynésienne et antillaise.

Votre marché d'armes avec le Portugal, le Brésil, l'Afrique du Sud..., pays de dictature, dénonce clairement vos objectifs.

Je refuse toute collaboration avec ce régime d'oppression et vous prie de me faire bénéficier de la loi du 21 décembre 1963 relative au statut des objecteurs.

Croyez... etc. (12-12-1970.)

Il va de soi que sa demande a été immédiatement refusée. Dominique Valton devait donc rejoindre la caserne en juin dernier ; mais il ne l'a pas fait...

Lors de la session de travail de Besançon, qui a précédé le festival, trois attitudes radicales se sont dégagées parmi les objecteurs : ceux qui

font une demande presque purement philosophique ou religieuse, pour faire ensuite un travail politique (travail dans des groupes de base d'action non violente, dans des M.J.C., des bidonvilles). Même parmi eux, les critères d'attribution du statut deviennent de plus en plus étroits (ex. J.-M. Fayard, François Jeannin et Samy Fouché qui se sont vu refuser le statut) ; ceux qui font une demande ouvertement politique (comme Brochier, Peran, Valton...) assortie ou non d'autres motifs, en vue d'élargir le statut aux objecteurs politiques à l'occasion de la lutte qui appuiera leur demande ; ceux qui refusent le statut comme tout service obligatoire (Puttemans, Alain Gouins, Joël Chapelle) et sont donc insoumis (généralement, ce sont des anarchistes).

La répression

Face à une opposition grandissante, la bourgeoisie essaye de justifier son appareil répressif : depuis un certain temps, les affiches pour l'engagement dans la légion étrangère, la police, les parachutistes, les conférences et fêtes justifiant l'armée, parfois même sous son aspect le plus monstrueux (ventes d'armes) ne manquent pas.

L'armée française est impopulaire et le sait. Aussi des gens bien informés m'ont-ils dit que l'espoir du gouvernement était de mettre en place, pour la masse de la jeunesse, une armée avec des pelles et des pioches qui se justifierait mieux aux yeux de l'opinion. Cela s'appelle service civique. La différence entre le service civique des jeunes recrues et le service civil des objecteurs est la même que celle entre la participation et l'autogestion.

Il convient de s'y opposer avec énergie. Même si l'armée de métier existe déjà au sein du service militaire obligatoire, le service civique permettrait un embrigadement accru, donc plus dangereux de la jeunesse.

Le service civil, libertaire par nature, devra être défendu et amélioré, car il est certain qu'à l'occasion de la mise en place du service civique, le gouvernement usera de toute sa force pour le supprimer.

Par ailleurs, les jeunes qui acceptent de défier de face le pouvoir de l'Etat bourgeois, qu'ils soient anarchistes, socialistes ou communistes, qu'ils se réclament ou non de la non-violence, devront être défendus énergiquement contre une répression chaque jour plus sévère, en liaison avec les comités de soutien aux objecteurs existants où notre parti doit être plus présent. □